

COMPTE RENDU DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

RÉUNION DU 18 décembre 2014

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre deux mille quatorze, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 10 décembre 2014, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Étaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Sandrine VITALI pouvoir à Mme Nathalie BRITES - Mme Sylvie GENIN-LOMIER pouvoir à Mme Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD pouvoir à M. Jérôme MERLE - Mme Florence PARVY pouvoir à M. Michel BARRIONUEVO - M. Pierre-Manuel CHAUVET pouvoir à Mme Véronique FERRAZZI - Mme Béatrice HEMARD pouvoir à M. Yannick BELLE

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	27
Nombre de votants	:	33

Le quorum étant atteint,

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Dominique IZZO a été désigné comme secrétaire de séance.

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le compte rendu de la séance du 13 novembre 2014.

Le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis le 13 novembre 2014, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Puis, l'exposé des dossiers à l'ordre du jour commence :

1 - DGS - ADMINISTRATION GENERALE - AUTORISATION DU MAIRE A SIGNER LES CONVENTIONS DE GESTION PROVISOIRE AVEC GRENOBLE-ALPES-METROPOLE

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

VU la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, précisant que la métropole Grenoble Alpes Métropole sera créée le 1er janvier 2015, ce qui se traduit par la prise de compétences nouvelles,

VU, ensemble les articles L.5215-27 et L.5217-7 du code général des collectivités territoriales, disposant que « *la métropole peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres...* »,

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la continuité et la sécurité des services publics relevant désormais de la Métropole, il importe d'adapter l'organisation de ses services.

CONSIDERANT que, dans l'attente de la mise en place définitive de l'organisation, du budget et des services opérationnels de la Métropole grâce aux transferts des moyens afférents par les communes, il convient que la Métropole puisse, à titre transitoire, s'appuyer sur l'expérience de gestion de ces services par les communes, lesquelles sont les mieux à même d'assurer les impératifs de sécurité et de continuité des services publics.

CONSIDERANT qu'il convient de conclure entre la Métropole et chacune de ses communes, une convention lui permettant de leur confier la gestion de certains services publics, le temps de parvenir à une organisation métropolitaine intégrée tout en maintenant le niveau de service dû aux habitants pendant la phase de transfert.

CONSIDERANT que de telles conventions peuvent ainsi être conclues entre la Métropole et les communes aux fins de leur confier la gestion courante de services relevant de ses attributions, pour son compte et sous sa responsabilité, à l'exception des dépenses d'investissements qui incombent à la métropole.

PRECISE QUE ces conventions seront passées pour une durée d'un an et concernent les services :

- Voirie
- Défense extérieure contre l'incendie
- Urbanisme et planification
- Chauffage urbain
- Développement économique
- Habitat-logement
- tourisme

PRECISE QU' une convention sera conclue avec chacune des communes membres pour l'ensemble des services qu'elle exerçait, ainsi qu'une convention relative au service de l'eau. Il est en effet prévu une convention particulière pour la gestion du service de l'eau potable comprenant la facturation de l'assainissement, compte tenu de la spécificité de ces services. Les services comprennent l'ensemble des moyens matériels et le cas échéant les moyens humains nécessaires à leur exécution.

PRECISE QUE la Métropole prendra en charge le financement intégral des dépenses nécessaires à la mise en œuvre et à l'exploitation des services concernés, notamment le gros entretien et les travaux, à l'exception des travaux d'urgence, indispensables à la continuité du service public, la sécurité des personnes ou l'intégrité du domaine public.

PRECISE QUE les dépenses nécessaires à la gestion et au fonctionnement courant des services seront prises en charge par les communes et remboursées par la Métropole sur la base des titres de recettes qui lui seront transmis chaque mois.

L'ensemble des recettes sera perçu directement par La Métro. Cependant, dans le cas de compétences entraînant d'importants volumes de facturation, la Commune continuera à

facturer et encaisser les recettes, sur la base d'une convention précisant les conditions de gestion et de reversement ainsi que les modalités de recouvrement.

PROPOSE au conseil municipal

D'APPROUVER le principe d'une convention entre la métropole et la Commune de gestion des services devant revenir à la métropole suite au transfert de compétences prévu par la loi MAPTAM, pour les services :

- Voirie
- Défense extérieure contre l'incendie
- Urbanisme et planification
- Chauffage urbain
- Développement économique
- Habitat-logement
- Tourisme

ainsi qu'une convention pour la gestion du service de l'eau potable ;

- **D'AUTORISER** le Maire à signer ces conventions ;
- **D'AUTORISER** le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le principe d'une convention entre la métropole et la Commune de gestion des services devant revenir à la métropole suite au transfert de compétences prévu par la loi MAPTAM, pour les services :

- Voirie
- Défense extérieure contre l'incendie
- Urbanisme et planification
- Chauffage urbain
- Développement économique
- Habitat-logement
- Tourisme

ainsi qu'une convention pour la gestion du service de l'eau potable ;

- **D'AUTORISER** le Maire à signer ces conventions ;
- **D'AUTORISER** le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**2 - DGS - ADMINISTRATION GENERALE - AUTORISATION DU MAIRE A CREER UN
BUDGET ANNEXE M49 RELATIF A LA CONVENTION DE GESTION PROVISoire DU
SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE CONCLUE AVEC GRENOBLE ALPES
METROPOLE**

Christian COIGNÉ,

VU la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 ;

VU l'article 5217-2-1 du CGCT ;

VU ensemble les articles L.5215-27 et L.5217-7 ;

VU la délibération du conseil municipal du 18 décembre 2014 autorisant le Maire à signer la convention de gestion relative à l'exercice de la compétence eau ;

CONSIDERANT la convention de gestion relative à l'exercice de la compétence eau ;

CONSIDERANT la nature industrielle et commerciale du service public de l'eau potable, la traduction budgétaire et comptable des opérations afférentes à la convention de gestion du service public de l'eau potable, nécessite la création d'un budget annexe M 49 ;

CONSIDERANT la nécessité d'ouvrir le quart des crédits en investissement afin que les interventions liées à l'urgence prévues à la convention de gestion puissent être exécutées ;

PROPOSE au conseil municipal

DE CREER un budget annexe M49 « budget annexe eau convention de gestion métropole », destiné à suivre les opérations rattachées à la convention de gestion du service public de l'eau potable ;

D'AUTORISER le Maire à accomplir toutes formalités et actes utiles à la création de ce budget annexe ;

D'AUTORISER l'ouverture du quart des crédits en investissement « dépenses d'urgence » pour l'année 2015, jusqu'au vote du budget 2015, dans la limite des crédits précisés ci-dessous :

CHAPITRE	LIBELLE	CREDITS OUVERTS en euros
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	6341
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	22673
Chapitre 23	Immobilisations en cours	188250

Les crédits correspondants seront repris au budget primitif 2015 au compte 4581

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE CREER un budget annexe M49 « budget annexe eau convention de gestion métropole », destiné à suivre les opérations rattachées à la convention de gestion du service public de l'eau potable ;

D'AUTORISER le Maire à accomplir toutes formalités et actes utiles à la création de ce budget annexe ;

D'AUTORISER l'ouverture du quart des crédits en investissement « dépenses d'urgence » pour l'année 2015, jusqu'au vote du budget 2015, dans la limite des crédits précisés ci-dessous :

CHAPITRE	LIBELLE	CREDITS OUVERTS en euros
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	6341
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	22673
Chapitre 23	Immobilisations en cours	188250

Les crédits correspondants seront repris au budget primitif 2015 au compte 4581

3 - DGS - ADMINISTRATION GENERALE – TRANSFERT DE COMPETENCES - AUTORISATION DU MAIRE A SIGNER LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES BIENS AVEC GRENOBLE ALPES METROPOLE
--

Christian COIGNÉ,

VU la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 ;

VU l'article 5217-5 du CGCT ;

VU le projet de convention ;

INDIQUE que dans le cadre des compétences transférées, la loi MATPAM prévoit la mise à disposition de plein droit à titre gratuit des biens mobiliers et immobiliers des communes à Grenoble Alpes Métropole ;

PRECISE que cette mise à disposition durera jusqu'au transfert en pleine propriété de ces mêmes biens ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER la convention entre Grenoble Alpes Métropole et la Commune relative à la mise à disposition des biens et droit mobiliers et immobiliers affectés à l'exercice des compétences transférées dans le cadre du passage en Métropole ;

D'AUTORISER le Maire à signer cette convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER la convention entre Grenoble Alpes Métropole et la Commune relative à la mise à disposition des biens et droit mobiliers et immobiliers affectés à l'exercice des compétences transférées dans la cadre du passage en Métropole ;

D'AUTORISER le Maire à signer cette convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**4 - DGASR – POLE FINANCES ET PROGRAMMATION
TRAVAUX D'INVESTISSEMENT EN REGIE - REMUNERATION DES AGENTS
MUNICIPAUX - TAUX HORAIRE 2014**

Jeanine ANTOINE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 et M49 ;

VU l'instruction CP91-2 M11 du 9 janvier 1991 ;

VU la délibération en date du 13 septembre 2007 relative à la rémunération appliquée aux personnels municipaux effectuant des travaux d'investissement en régie ;

CONSIDÉRANT que la ville de Sassenage réalise une partie des travaux de réfection, construction, mise aux normes des bâtiments en recourant à la technique des travaux en régie ;

CONSIDÉRANT que des personnels techniques et administratifs de catégorie A, B et C sont sollicités tant pour l'organisation que pour la réalisation et le suivi de ces travaux ;

CONSIDÉRANT que le coût de la main d'œuvre employée pour réaliser les travaux en régie fait partie intégrante du coût des travaux en régie ;

CONSIDÉRANT les informations individuelles transmises par le pôle ressources humaines et compétences, et qui ont servi de base de calculs pour les rémunérations 2014 ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE DÉFINIR le taux horaire de rémunération des personnels affectés aux travaux en régie (salaire brut + charges patronales), en prenant pour base la moyenne des salaires mensuels perçus par les personnes concernées en 2014 selon la formule suivante : $[(\text{Salaire brut} + \text{charges patronales de chaque personne de la catégorie concernée} / \text{nombre de personnes concernées}) \times 13 \text{ mois}] / 1607 \text{ heures travaillées} = \text{taux horaires de rémunération en euros}$;

Ce qui donne, en € par heure travaillée :

- Personnels techniques de catégorie C (11 personnes) : 21.48 €/ heure par personne
- Personnels techniques de catégorie B (1 personne) : 36.91 €/ heure par personne
- Personnels techniques de catégorie A (1 personne) : 47.87 €/ heure par personne
- Personnels administratifs de catégorie C (4 personnes) : 20.03 €/ heure par personne
- Personnels administratifs de catégorie A (1 personnes) : 34.79 €/ heure par personne

DE DIRE que la valeur de la main d'œuvre incorporée aux travaux d'investissements réalisés en régie, ainsi calculée, sera déterminée en fonction du nombre d'heures de travail consacrées par chaque personne aux investissements réalisés en régie ;

DE DIRE qu'en fin d'exercice, le montant calculé des frais afférents aux agents affectés au suivi et à la réalisation de ces travaux en régie sera porté au débit du chapitre 21 par le crédit du compte 722, par opération d'ordre budgétaire ;

DE PRENDRE ACTE que le montant des charges ainsi transférées fera l'objet d'un état spécial conformément à l'instruction budgétaire M14 ;

D'APPROUVER les taux ainsi définis.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE DÉFINIR le taux horaire de rémunération des personnels affectés aux travaux en régie (salaire brut + charges patronales), en prenant pour base la moyenne des salaires mensuels perçus par les personnes concernées en 2014 selon la formule suivante : $[(\text{Salaire brut} + \text{charges patronales de chaque personne de la catégorie concernée} / \text{nombre de personnes concernées}) \times 13 \text{ mois}] / 1607 \text{ heures travaillées} = \text{taux horaires de rémunération en euros}$;

Ce qui donne, en € par heure travaillée :

- Personnels techniques de catégorie C (11 personnes) : 21.48 €/ heure par personne
- Personnels techniques de catégorie B (1 personne) : 36.91 €/ heure par personne
- Personnels techniques de catégorie A (1 personne) : 47.87 €/ heure par personne
- Personnels administratifs de catégorie C (4 personnes) : 20.03 €/ heure par personne
- Personnels administratifs de catégorie A (1 personnes) : 34.79 €/ heure par personne

DE DIRE que la valeur de la main d'œuvre incorporée aux travaux d'investissements réalisés en régie, ainsi calculée, sera déterminée en fonction du nombre d'heures de travail consacrées par chaque personne aux investissements réalisés en régie ;

DE DIRE qu'en fin d'exercice, le montant calculé des frais afférents aux agents affectés au suivi et à la réalisation de ces travaux en régie sera porté au débit du chapitre 21 par le crédit du compte 722, par opération d'ordre budgétaire ;

DE PRENDRE ACTE que le montant des charges ainsi transférées fera l'objet d'un état spécial conformément à l'instruction budgétaire M14 ;

D'APPROUVER les taux ainsi définis.

**5 - DGASR - POLE FINANCES ET PROGRAMMATION –
DECISION MODIFICATIVE N° 2014-03 - BUDGET PRINCIPAL**

Jérôme MERLE,

VU les articles 1612-4 et 1612-6 du Code général des collectivités territoriales qui précisent les conditions à respecter pour voter un budget en équilibre réel;

CONSIDERANT l'exposé de la décision modificative effectué par le rapporteur à la séance du conseil municipal du 18 décembre 2014;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER la décision modificative n°2014-03 ci-dessous, pour le budget principal :

DESIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT		
Ajustements – Transferts de crédits		
777/01/CHAP042		50 565.00 €
722/01/CHAP 042		858 470.30 €
Ouverture de nouveaux crédits		
7788/020		472 567.15 €
FIN/6542/020	472 567.15 €	
023/01 virement à la section d'investissement	8 000.00€	
023/01 virement à la section d'investissement	909 035.30 €	
TOTAL FONCTIONNEMENT	1 389 602.45 €	1 381 602.45 €
INVESTISSEMENT		
Ajustements – Transferts de crédits		
Ouverture de nouveaux crédits		
021/ 01 virement de la section de fonctionnement		8 000.00€
13913/01/CHAP040	50 565.00 €	
21318/ 020/CHAP 040	176 112.21 €	
21318/ 520/CHAP 040	45 857.53 €	
21318/ 026/CHAP 040	21 229.32 €	
21318/ 020/CHAP 040	7 627.92 €	
21318/ 95/CHAP 040	30 869.12 €	

21312/ 213/CHAP 040	46 975.41 €	
21318/ 321/CHAP 040	5 391.73 €	
21318/ O25/CHAP 040	185.65 €	
21318/O22/CHAP 040	314.97 €	
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
21318/ 411/CHAP 040	10 247.87 €	
21318/ 411/CHAP 040	13 764.65 €	
21318/412/CHAP 040	6 752.30 €	
21318/ 71/CHAP 040	33 679.29 €	
21311/ O20/CHAP 040	45 594.39 €	
21318/ 33/CHAP 040	565.38 €	
21312/ 211/CHAP 040	18 023.05 €	
21312/ 211/CHAP 040	249 677.35 €	
21312/ 211/CHAP 040	28 510.85 €	
21312/ 211/CHAP 040	10 978.35 €	
21318/O25/CHAP 040	5 405.49 €	
21318/ 321/CHAP 040	18 261.34 €	
21318/ 421/CHAP 040	16 327.12 €	
21318/ 311/CHAP 040	5 416.20 €	
21318/ 413/CHAP 040	41 367.58 €	
21318/ 112/CHAP 040	2 687.92 €	
21318/ O25/CHAP 040	9 999.58 €	
21318/ 312/CHAP 040	2 782.98 €	
21318/ 313/CHAP 040	476.80 €	
21312/ 211/CHAP 040	3 387.95 €	
2135/01	-6 100.00 €	
2041582/820	6 100.00 €	
2111/820/CHAP041	1 000.00 €	
1346/820/CHAP041		1 000 .00 €
021/ 01 virement de la section de fonctionnement		909 035.30 €
Ajustements – Transferts de crédits		
TOTAL INVESTISSEMENT	910 035.30 €	918 035.30 €
TOTAL GENERAL	2 299 637.75 €	2 299 637.75 €

Un amendement est apporté en séance au projet présenté, suite à un oubli concernant le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC):
En section de fonctionnement, la somme de 34 522 euros est rajoutée en dépense, au débit du compte 64111/020/chapitre 012, et la somme de 34 522 euros est rajoutée en recettes au crédit du compte 739115/020/chapitre 014.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -

* SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'ADOPTER la décision modificative n°2014-03 ci-dessous, pour le budget principal :

DESIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT		
Ajustements – Transferts de crédits		
777/01/CHAP042		50 565.00 €
722/01/CHAP 042		858 470.30 €
64111/020/CH012	- 34 522 €	
739115/020/CH014	34 522 €	
Ouverture de nouveaux crédits		
7788/020		472 567.15 €
FIN/6542/020	472 567.15 €	
023/01 virement à la section d'investissement	8 000.00€	
023/01 virement à la section d'investissement	909 035.30 €	
TOTAL FONCTIONNEMENT	1 389 602.45 €	1 381 602.45 €
INVESTISSEMENT		
Ajustements – Transferts de crédits		
Ouverture de nouveaux crédits		
021/ 01 virement de la section de fonctionnement		8 000.00€
13913/01/CHAP040	50 565.00 €	
21318/ 020/CHAP 040	176 112.21 €	

21318/ 520/CHAP 040	45 857.53 €	
21318/ O26/CHAP 040	21 229.32 €	
21318/ O20/CHAP 040	7 627.92 €	
21318/ 95/CHAP 040	30 869.12 €	
21312/ 213/CHAP 040	46 975.41 €	
21318/ 321/CHAP 040	5 391.73 €	
21318/ O25/CHAP 040	185.65 €	
21318/O22/CHAP 040	314.97 €	
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
21318/ 411/CHAP 040	10 247.87 €	
21318/ 411/CHAP 040	13 764.65 €	
21318/412/CHAP 040	6 752.30 €	
21318/ 71/CHAP 040	33 679.29 €	
21311/ O20/CHAP 040	45 594.39 €	
21318/ 33/CHAP 040	565.38 €	
21312/ 211/CHAP 040	18 023.05 €	
21312/ 211/CHAP 040	249 677.35 €	
21312/ 211/CHAP 040	28 510.85 €	
21312/ 211/CHAP 040	10 978.35 €	
21318/O25/CHAP 040	5 405.49 €	
21318/ 321/CHAP 040	18 261.34 €	
21318/ 421/CHAP 040	16 327.12 €	
21318/ 311/CHAP 040	5 416.20 €	
21318/ 413/CHAP 040	41 367.58 €	
21318/ 112/CHAP 040	2 687.92 €	
21318/ O25/CHAP 040	9 999.58 €	
21318/ 312/CHAP 040	2 782.98 €	
21318/ 313/CHAP 040	476.80 €	
21312/ 211/CHAP 040	3 387.95 €	
2135/01	-6 100.00 €	
2041582/820	6 100.00 €	
2111/820/CHAP041	1 000.00 €	
1346/820/CHAP041		1 000 .00 €
021/ 01 virement de la section de fonctionnement		909 035.30 €
Ajustements – Transferts de crédits		
TOTAL INVESTISSEMENT	910 035.30 €	918 035.30 €
TOTAL GENERAL	2 299 637.75 €	2 299 637.75 €

**6 - DGASR – POLE FINANCES ET PROGRAMMATION - BUDGET PRINCIPAL –
ADMISSIONS EN NON- VALEUR 2014 N°3**

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales;

VU le courriel de Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine en date du 28 octobre 2014 ;

VU le décret n°1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

CONSIDERANT que Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine nous informe qu'il n'a pu procéder au recouvrement des cotes, portions de cotes ou produits repris ci-dessous en raison des motifs de non recouvrement : carence du créancier, insolvabilité, recherches infructueuses.

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER l'état annexé, celui-ci précisant pour chaque titre le montant admis en non valeur.

D'AUTORISER le versement de l'allocation en non-valeur de ces cotes ou produits, ainsi que les frais de poursuites engagés pour le recouvrement dont le montant global s'élève à 472 567.15 €.

Cette dépense sera inscrite au budget 2014 sur le compte budgétaire FIN/6542/ONV.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER l'état annexé, celui-ci précisant pour chaque titre le montant admis en non valeur.

D'AUTORISER le versement de l'allocation en non-valeur de ces cotes ou produits, ainsi que les frais de poursuites engagés pour le recouvrement dont le montant global s'élève à 472 567.15 €.

Cette dépense sera inscrite au budget 2014 sur le compte budgétaire FIN/6542/ONV.

**7 - DGASR – POLE FINANCES ET PROGRAMMATION - BUDGET PRINCIPAL –
ADMISSIONS EN NON- VALEUR 2014 N°4**

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales;

VU le courrier de Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine en date du 29 octobre 2014 ;

VU le décret n°1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

CONSIDERANT que Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine nous informe qu'il n'a pu procéder au recouvrement des cotes, portions de cotes ou produits repris ci-dessous en raison des motifs de non recouvrement : carence du créancier, insolvabilité, recherches infructueuses ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER l'état annexé, celui-ci précisant pour chaque titre le montant admis en non valeur.

D'AUTORISER le versement de l'allocation en non-valeur de ces cotes ou produits, ainsi que les frais de poursuites engagés pour le recouvrement dont le montant global s'élève à 110.90 €.

Cette dépense sera inscrite au budget 2014 sur le compte budgétaire FIN/6542/ONV.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER l'état annexé, celui-ci précisant pour chaque titre le montant admis en non valeur.

D'AUTORISER le versement de l'allocation en non-valeur de ces cotes ou produits, ainsi que les frais de poursuites engagés pour le recouvrement dont le montant global s'élève à 110.90 €.

Cette dépense sera inscrite au budget 2014 sur le compte budgétaire FIN/6542/ONV.

8 – DGASR - POLE FINANCES ET PROGRAMMATION - OUVERTURE DU QUART DES CREDITS EN INVESTISSEMENT - BUDGET PRINCIPAL

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et la loi n°82-213 du 2 mars 1982 (article 7) complétée par la loi n°88-13 du 5 janvier 1988;

VU le budget 2014;

CONSIDERANT que du 1^{er} janvier 2015, et jusqu'à l'adoption du budget primitif principal 2015, l'exécutif de la Commune peut engager, mandater et liquider les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, après délibération du Conseil Municipal;

CONSIDERANT que cette mesure d'ouverture des crédits permet d'entreprendre les investissements dès le début de l'exercice 2015;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER la présente délibération, et d'autoriser l'ouverture du quart des crédits en investissement pour l'année 2015, jusqu'au vote du budget 2015, dans la limite des crédits précisés ci-dessous :

CHAPITRE	LIBELLE	CREDITS OUVERTS en euros
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	92 000
Chapitre 204	Subventions d'équipement versées	41 000
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	911 000
Chapitre 23	Immobilisations en cours	117 000
Chapitre 458	Opérations sous mandat	17 000

Les crédits correspondants seront repris au budget primitif 2015.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER la présente délibération, et d'autoriser l'ouverture du quart des crédits en investissement pour l'année 2015, jusqu'au vote du budget 2015, dans la limite des crédits précisés ci-dessous :

CHAPITRE	LIBELLE	CREDITS OUVERTS en euros
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	92 000
Chapitre 204	Subventions d'équipement versées	41 000
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	911 000
Chapitre 23	Immobilisations en cours	117 000
Chapitre 458	Opérations sous mandat	17 000

Les crédits correspondants seront repris au budget primitif 2015.

9 - DGASR - POLE FINANCES ET PROGRAMMATION - AVANCE SUR LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2015 AU CCAS

Marie-Frédérique DI RAFFAELE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU le besoin du CCAS en matière de subvention de fonctionnement jusqu'à l'adoption du budget primitif 2015 de la commune ;

CONSIDERANT la nécessité de procéder à une avance sur subvention de fonctionnement auprès du CCAS, afin de lui permettre de pérenniser ses actions dans l'attente du vote du budget primitif 2015 de la commune,

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER la présente délibération, et d'autoriser le versement d'une avance sur subvention de fonctionnement pour 2015 à compter de janvier 2015 d'un montant de 200 000 €, dans l'attente du vote du budget 2015.

La dépense sera inscrite au budget 2015 sur le compte budgétaire FIN/ chapitre 65/ compte 657362/ fonction 520/ destination CCAS

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER la présente délibération, et d'autoriser le versement d'une avance sur subvention de fonctionnement pour 2015 à compter de janvier 2015 d'un montant de 200 000 €, dans l'attente du vote du budget 2015.

La dépense sera inscrite au budget 2015 sur le compte budgétaire FIN/ chapitre 65/ compte 657362/ fonction 520/ destination CCAS

<p>10 - DGASR – POLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPETENCES – ATTRIBUTION DE DONS</p>
--

Christian COIGNÉ,

VU les articles R.3262-12 à 15 du Code du travail ;

VU l'article L. 2242-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 15 de la loi de finances pour 1992 ;

VU la délibération du 9 juillet 2012 autorisant le Maire à signer la convention permettant l'attribution, à compter du 1^{er} août 2012, de titres restaurant aux personnels en faisant la demande ;

CONSIDERANT l'envoi, émanant du prestataire retenu de titres restaurant du Groupe Chèque déjeuner, d'un chèque du Crédit coopératif n° 7055671 de 31.22 €, correspondant aux titres restaurant du millésime 2013 non consommés, à reverser à des associations d'œuvres sociales ou comités d'entreprise ;

CONSIDERANT l'envoi, émanant du prestataire retenu de titres restaurant du Groupe Chèque déjeuner, d'un chèque du Crédit coopératif n° 7055673 de 1011.04 €, correspondant aux titres restaurant du millésime 2013 non consommés, à reverser à des associations d'œuvres sociales ou comités d'entreprise ;

CONSIDERANT la nécessité de délibérer pour accepter un don ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à percevoir le don de 31.22 € (trente et un euro et vingt deux centimes d'euros) et le don de 1011.04 € (mille onze euros et quatre centimes d'euros) correspondants aux titres restaurant du millésime 2013 non consommés, émanant du Groupe Chèque Déjeuner ;

D'INSCRIRE au budget la recette au compte budgétaire 7713 du budget principal 2014 de la Ville de Sassenage ;

D'ATTRIBUER ensuite les dons émanant du Groupe Chèque déjeuner, d'un montant de 31.22 € et 1011.04 €, à l'association des œuvres sociales « Sass'Partage », après qu'ils auront été perçus par la Ville de Sassenage ;

D'INSCRIRE la dépense correspondante au compte budgétaire 6574-PERSO-ASSOC du budget principal 2014 de la Ville de Sassenage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à percevoir le don de 31.22 € (trente et un euro et vingt deux centimes d'euros) et le don de 1011.04 € (mille onze euros et quatre centimes d'euros) correspondants aux titres restaurant du millésime 2013 non consommés, émanant du Groupe Chèque Déjeuner ;

D'INSCRIRE au budget la recette au compte budgétaire 7713 du budget principal 2014 de la Ville de Sassenage ;

D'ATTRIBUER ensuite les dons émanant du Groupe Chèque déjeuner, d'un montant de 31.22 € et 1011.04 €, à l'association des œuvres sociales « Sass'Partage », après qu'ils auront été perçus par la Ville de Sassenage ;

D'INSCRIRE la dépense correspondante au compte budgétaire 6574-PERSO-ASSOC du budget principal 2014 de la Ville de Sassenage.

11 - DGASR – POLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPETENCES – DROIT A LA FORMATION DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL

Christian COIGNÉ,

VU les articles L. 2123-12 et suivants et R. 2123 et suivants du CGCT ;

EXPOSE que les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leur fonction ;

INDIQUE que le Conseil Municipal doit délibérer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres et qu'il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre. Il en est ainsi pour toute formation d'élus locaux ayant pour objet d'élargir leurs connaissances et leur expérience ainsi que d'approfondir leur culture générale administrative et financière ;

PRECISE qu'un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la commune sera annexé au compte administratif après un débat annuel sur la formation des membres du Conseil Municipal. Les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement donnent droit à remboursement. Les pertes de revenus subies par l'élus du fait de l'exercice de son droit à la formation sont compensées par la commune dans la limite de 18 jours par l'élus pour la durée du mandat ;

L'organisme qui dispense la formation doit obligatoirement faire l'objet d'un agrément délivré par le Ministre de l'Intérieur ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE DIRE que la formation demandée doit être adaptée aux fonctions exercées et conforme aux orientations suivantes :

- Formations à la gestion des politiques locales (finances publiques, marchés publics, démocratie locale, intercommunalité, etc...) ;
- Formations en lien avec les compétences de la Commune et celles de la future Métropole ;
- Formations favorisant l'efficacité personnelle telles que : prise de parole en public, négociation, gestion des conflits, etc...)

DE PRENDRE acte qu'il s'agit d'un droit individuel, où l'élus choisit librement l'organisme agréé auprès duquel il souhaite suivre une formation ;

DE PRENDRE acte que la prise en charge des frais de formation de l'élus (y compris déplacements et séjour), constitue pour la commune, dans la limite des crédits votés à cet effet, une dépense obligatoire ;

D'AFFECTER un crédit de 20 000 € chapitre 011 PERSO 65/6535 pour la formation des élus, membres du Conseil Municipal ;

D'AUTORISER M. le Maire à signer toute convention de formation que lui demanderaient un ou plusieurs élus.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE DIRE que la formation demandée doit être adaptée aux fonctions exercées et conforme aux orientations suivantes :

- Formations à la gestion des politiques locales (finances publiques, marchés publics, démocratie locale, intercommunalité, etc...) ;
- Formations en lien avec les compétences de la Commune et celles de la future Métropole ;
- Formations favorisant l'efficacité personnelle telles que : prise de parole en public, négociation, gestion des conflits, etc...)

DE PRENDRE acte qu'il s'agit d'un droit individuel, où l'élu choisit librement l'organisme agréé auprès duquel il souhaite suivre une formation ;

DE PRENDRE acte que la prise en charge des frais de formation de l'élu (y compris déplacements et séjour), constitue pour la commune, dans la limite des crédits votés à cet effet, une dépense obligatoire ;

D'AFFECTER un crédit de 20 000 € chapitre 011 PERSO 65/6535 pour la formation des élus, membres du Conseil Municipal ;

D'AUTORISER M. le Maire à signer toute convention de formation que lui demanderaient un ou plusieurs élus.

<p align="center">12 - DGASR – POLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPETENCES – CREATIONS DE POSTES</p>

Christian COIGNÉ,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

CONSIDERANT les ajustements de postes budgétaires liés à la mobilité des personnels ;

INDIQUE la nécessité de créer les postes budgétaires suivants :

- 1 poste à temps complet d'adjoint technique 2^{ème} classe
- 1 poste à temps non complet (28 h/semaine) de rédacteur

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER les créations de postes budgétaires citées ci-dessus ;

D'INSCRIRE au budget principal 2015 de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER les créations de postes budgétaires citées ci-dessus ;

D'INSCRIRE au budget principal 2015 de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

13 - DGASR – POLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPETENCES – ATTRIBUTION DE DON
--

Christian COIGNÉ,

VU les articles R.3262-12 à 15 du Code du travail ;

VU l'article L. 2242-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 15 de la loi de finances pour 1992 ;

VU la délibération du 3 juillet 2009 autorisant le Directeur de l'EPIC Office du tourisme à signer la convention permettant l'attribution, à compter du 1^{er} août 2009, de titres restaurant aux personnels en faisant la demande ;

CONSIDERANT l'envoi, émanant du prestataire retenu de titres restaurant SODEXO, d'un chèque du Crédit du Nord n° 8018587 de 3.93 €, correspondant aux titres restaurant du millésime 2013 non consommés, à reverser à des associations d'œuvres sociales ou comités d'entreprise ;

CONSIDERANT la nécessité de délibérer pour accepter un don ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à percevoir le don de 3.93 € (trois euro quatre vingt treize centimes d'euros) correspondant aux titres restaurant du millésime 2013 non consommés, émanant de la Société Sodexo ;

D'INSCRIRE au budget la recette au compte budgétaire 7713 du budget principal 2014 de la Ville de Sassenage ;

D'ATTRIBUER ensuite le don émanant de Sodexo, d'un montant de 3.93 €, à l'association des œuvres sociales « Sass'Partage », après qu'il aura été perçu par la Ville de Sassenage ;

D'INSCRIRE la dépense correspondante au compte budgétaire 6574-PERSO-ASSOC du budget principal 2014 de la Ville de Sassenage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à percevoir le don de 3.93 € (trois euro quatre vingt treize centimes d'euros) correspondant aux titres restaurant du millésime 2013 non consommés, émanant de la Société Sodexo ;

D'INSCRIRE au budget la recette au compte budgétaire 7713 du budget principal 2014 de la Ville de Sassenage ;

D'ATTRIBUER ensuite le don émanant de Sodexo, d'un montant de 3.93 €, à l'association des œuvres sociales « Sass'Partage », après qu'il aura été perçu par la Ville de Sassenage ;

D'INSCRIRE la dépense correspondante au compte budgétaire 6574-PERSO-ASSOC du budget principal 2014 de la Ville de Sassenage.

14 - DGASR - RAPPORT ANNUEL DE CRÈCHE ATTITUDE SASSENAGE – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC CRÈCHE MIXTE VILLE-ENTREPRISE
--

Christine DURAND,

VU, ensemble, les articles L. 1411-3 et L. 1411-13 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 38 du contrat de délégation de service public de Crèche Attitude Sassenage ;

VU le rapport annuel du délégataire (Crèche Attitude Sassenage– groupe SODEXO) ;

VU l'avis de la commission consultative des services publics locaux en date du 6 novembre 2014 ;

RAPPELLE que par délibération en date du 28 octobre 2010, la Commune de Sassenage a confié à Crèche Attitude la délégation de service public par voie de concession pour l'aménagement, l'entretien, l'exploitation et la gestion d'une crèche mixte ville-entreprise ;

RAPPELLE que dans le cadre de ses obligations contractuelles, le délégataire doit fournir à l'autorité délégante un rapport annuel comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à la délégation de service public et une analyse de la qualité du service ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel du délégataire de service public par voie de concession pour l'aménagement, l'entretien, l'exploitation et la gestion d'une crèche mixte ville-entreprise sur pour l'exercice 2013 ;

DE PRECISER QUE ce rapport sera disponible au public à la questure, au 3^{ème} étage de l'Hôtel de Ville, Place de la Libération, à Sassenage, conformément à l'article L. 1411-13 du code général des collectivités territoriales.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel du délégataire de service public par voie de concession pour l'aménagement, l'entretien, l'exploitation et la gestion d'une crèche mixte ville-entreprise sur pour l'exercice 2013 ;

DE PRECISER QUE ce rapport sera disponible au public à la questure, au 3^{ème} étage de l'Hôtel de Ville, Place de la Libération, à Sassenage, conformément à l'article L. 1411-13 du code général des collectivités territoriales.

15 - DAE - POLE ACHATS ET MOYENS GENERAUX : RAPPORT DE CONTROLE DES SERVICES PUBLICS DE DISTRIBUTION - CONCESSION D'ELECTRICITE ET GAZ

Amédée MATRAIRE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2224-31 ;

VU la loi n°2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières ;

VU la délibération en date du 13 janvier 2005 portant sur le transfert de la maîtrise d'ouvrage des travaux au titre de l'électricité et du gaz ;

VU la délibération en date du 19 décembre 2007 donnant autorisation de monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition des réseaux concédés de distribution d'électricité et de gaz au SEDI ;

VU le rapport annuel établi par le SEDI qui assure le rôle d'autorité organisatrice de la distribution publique de gaz et d'électricité ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel sur le contrôle des services publics de distribution – Concession d'électricité et de gaz - du SEDI pour l'exercice 2013.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel sur le contrôle des services publics de distribution – Concession d'électricité et de gaz - du SEDI pour l'exercice 2013.

16 - DAE - POLE ACHATS ET MOYENS GENERAUX – RAPPORT D'ACTIVITE 2013 DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE- MEDITERRANEE ET CORSE
--

Jérôme BOETTI,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2224-7 et suivants ;

VU le rapport annuel établi par l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse pour l'exercice 2013.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse pour l'exercice 2013.

**17 - DAE – POLE ACHATS ET MOYENS GENERAUX – TRAVAUX D'EAU POTABLE –
AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE
D'OUVRAGE ET CONVENTION SUBSEQUENTE**

Amédée MATRAIRE,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération en date du 16 décembre 2013 approuvant le contrat d'exploitation des installations de production et d'adduction et de fourniture d'eau potable ;

VU l'article 33 du contrat signé avec la SPL Eau de Grenoble qui prévoit la possibilité à la commune de déléguer la maîtrise d'ouvrage à la SPL pour les travaux relatifs aux installations, équipements, et réseaux d'eau potable moyennant une rémunération à hauteur de 8% du montant total des travaux en question ;

CONSIDERANT la nécessité de réaliser des travaux de rénovation du réseau d'eau potable sur différents sites de la commune pour l'année 2015 ;

CONSIDERANT le passage en métropole au 1^{er} janvier 2015 et le transfert de compétence portant sur l'eau potable ;

CONSIDERANT que si ce transfert sera effectif juridiquement au 1^{er} janvier 2015, la nouvelle METROPOLE ne disposera pas à cette date de l'organisation qui lui permettra d'engager et suivre les travaux utiles sur la commune pour l'année 2015 ;

CONSIDERANT que la ville souhaite s'assurer de la bonne continuation des travaux ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER le Maire à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour les travaux de rénovation du réseau d'eau potable à la SPL Eau de Grenoble ainsi que la convention subséquente

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER le Maire à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour les travaux de rénovation du réseau d'eau potable à la SPL Eau de Grenoble ainsi que la convention subséquente

18 - DAE – POLE ACHATS ET MOYENS GENERAUX – SIGNATURE DU MARCHE DE TRAVAUX D'AMENAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES CRUES DU FURON
--

Jérôme BOETTI,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2122-22- 4° ;

VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 8, 26 et 28 ;

VU la délibération en date du 15 avril 2014 ;

VU le guide interne de l'achat public ;

VU l'avis d'appel public à la concurrence paru le 1^{er} octobre 2014 au Bulletin Officiel d'Annonces des Marchés Publics, au journal officiel de l'union européenne, aux affiches de Grenoble ainsi que sur le site acheteur de la Ville ;

VU le procès verbal de la commission d'appel d'offres qui s'est réunie le 1^{er} décembre 2014 ;

RAPPELLE que la commission d'appel d'offres s'est réunie afin de procéder à l'analyse et au choix de l'offre économiquement la plus avantageuse relative à la consultation pour « les travaux d'aménagements de protection des personnes et des biens contre les crues du Furon sur la commune de Sassenage » ;

PRECISE que le marché est composé de 3 lots :

Lot 1 : travaux d'aménagements de protection des personnes et des biens contre les crues du Furon sur le périmètre communal - Tronçons 1 et 2.
Ce lot est composé d'une variante et trois prestations supplémentaires éventuelles.

Lot 2 : travaux d'aménagements de protection des personnes et des biens contre les crues du Furon sur le périmètre syndical - Tronçons 3 à 6.
Ce lot est composé d'une variante et six prestations supplémentaires éventuelles.

Lot 3 : Aménagements piscicoles sur le périmètre syndical - Tronçons 3 à 6
Ce lot est composé de trois prestations supplémentaires éventuelles.

INFORME que 15 candidats ont répondu à la consultation ;

INDIQUE que le marché pour le lot 1 a été attribué à la société « Converso TP ». Les prestations supplémentaires éventuelles n° 1 et 3 ont été retenues.
Le montant total du marché s'élève donc à 250 824.02 € TTC

INDIQUE que le marché pour le lot 2 a été attribué à la société « Carron ». Les prestations supplémentaires éventuelles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 ont été retenues.
Le montant total du marché s'élève à 2 125 974,11 € TTC.

INDIQUE que le marché pour le lot 3 a été attribué au groupement d'entreprises « Converso TP/DFC Battage ». Les prestations supplémentaires éventuelles 1, 2, et 3 ont été retenues.
Le montant total du marché s'élève à 557 651.91 € TTC.

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER le Maire à signer les marchés précités, ainsi que tous les actes relatifs à l'exécution du marché.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER le Maire à signer les marchés précités, ainsi que tous les actes relatifs à l'exécution du marché.

<p>19 - DAE – POLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITE - AVENANT AU CONTRAT DE PARTENARIAT POUR L'EXPLOITATION, LA GESTION ET LA RENOVATION DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC, DE SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE, DE MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE ET D'ILLUMINATIONS DE NOËL</p>
--

Jérôme BOETTI

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération de la Ville de Sassenage en date du 2 décembre 2010, autorisant Monsieur le Maire à signer le contrat de Partenariat public privé portant sur l'éclairage public avec le groupement d'entreprises : Alcyon Citéos / EEE Alpes Dauphiné Citéos / GEG pour une durée de 15 ans à compter du 1^{er} janvier 2011 ;

VU la délibération de la ville de Sassenage en date du 18 novembre 2011, autorisant la société ALCYON Citéos (mandataire) à installer une centrale photovoltaïque sur la toiture du gymnase des Pies dont la commune est propriétaire ;

RAPPELLE au conseil que le présent contrat de partenariat prévoyait l'installation et l'exploitation d'une centrale photovoltaïque sur le toit du gymnase des Pies dont la partenaire assurait le financement grâce à la revente de l'électricité produite ;

INFORME le conseil qu'au moment de la signature du contrat, le prix de rachat de l'énergie était de 0.44 €/kWh, et que par arrêté en date du 4 mars 2011, il a été ramené à 0.2137 €/kWh, ce qui engendrait une perte financière de 131755 € pour CITEOS sur la durée du contrat ;

INDIQUE au conseil qu'il convenait d'envisager une participation de la commune à cette perte de recette imprévisible ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE MODIFIER le montant de la valeur résiduelle de rachat de la centrale par la commune prévue à la fin du contrat, soit 133 668 €, pour la porter à 129 108.14 €, et de supprimer l'encaissement de la recette annexe au contrat de 37800 € ;

D'ADOPTER l'avenant au Contrat de Partenariat, ayant pour objectif d'organiser ces modifications ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'avenant au Contrat de Partenariat et tous documents afférents à cet avenant.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

* SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

DE MODIFIER le montant de la valeur résiduelle de rachat de la centrale par la commune prévue à la fin du contrat, soit 133 668 €, pour la porter à 129 108.14 €, et de supprimer l'encaissement de la recette annexe au contrat de 37800 € ;

D'ADOPTER l'avenant au Contrat de Partenariat, ayant pour objectif d'organiser ces modifications ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'avenant au Contrat de Partenariat et tous documents afférents à cet avenant.

<p align="center">20 - DAE - POLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITE – RAPPORT D'EXPLOITATION DU CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC PRIVE AVEC LE GROUPEMENT ALCYON-CITEOS POUR L'ANNEE 2013</p>
--

Christian COIGNÉ,

VU L'article L.1414-14 du code général des collectivités territoriales qui précise qu'un rapport annuel, établi par le cocontractant, est présenté par l'exécutif de la collectivité territoriale, avec ses observations éventuelles, à l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale, afin de permettre le suivi de l'exécution du contrat ;

VU le rapport d'exploitation établi par le groupement ALCYON-CITEOS en charge depuis le 1^{er} janvier 2011 et pour une durée de 15 ans, de l'exploitation, la gestion et la rénovation des installations d'éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore, de mise en valeur du patrimoine, d'illuminations festives et de vidéo prévention de la commune de Sassenage ;

VU l'avis de la commission consultative des services publics locaux en date du 06 novembre 2014 ;

PRECISE que ce rapport d'exploitation doit être mis à la disposition du public en Mairie, dans les quinze jours qui suivent sa présentation devant le Conseil Municipal, le public en étant avisé par voie d'affichage ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport d'exploitation établi par le groupement ALCYON-CITEOS en charge de l'exploitation, la gestion et la rénovation des installations d'éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore, de mise en valeur du patrimoine, d'illuminations festives et de vidéo prévention de la commune de Sassenage pour l'année 2013.

DE PRECISER que ce rapport sera disponible au public à la questure, au 3^{ème} étage de l'Hôtel de Ville, Place de la Libération, à Sassenage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE PRENDRE ACTE du rapport d'exploitation établi par le groupement ALCYON-CITEOS en charge de l'exploitation, la gestion et la rénovation des installations d'éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore, de mise en valeur du patrimoine, d'illuminations festives et de vidéo prévention de la commune de Sassenage pour l'année 2013.

DE PRECISER que ce rapport sera disponible au public à la questure, au 3^{ème} étage de l'Hôtel de Ville, Place de la Libération, à Sassenage.

**21 - DAE - POLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITE –
RAPPORT ANNUEL DE LA COLLECTIVITE SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE
PUBLIC DE L'EAU POTABLE POUR L'ANNEE 2013.**

Christian COIGNÉ,

VU, ensemble, les articles L. 1411-3, L. 1411-13 et L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 qui fait obligation au Maire de présenter au conseil municipal un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable ;

VU le rapport annuel du délégataire (Régie des eaux de Grenoble) ainsi que le rapport communal établi sur le fondement du décret du 6 mai 1995 ;

VU l'avis de la commission consultative des services publics locaux en date du 6 novembre 2014 ;

RAPPELLE que par délibération en date du 7 décembre 2009, la Commune de Sassenage a confié à la Régie des Eaux de Grenoble l'exploitation de son service de distribution d'eau potable en délégation de service public sous la forme d'un contrat d'affermage conclu pour une durée de 12 ans ;

RAPPELLE que dans le cadre de ses obligations contractuelles, le délégataire doit fournir à l'autorité délégante un rapport annuel comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à la délégation de service public et une analyse de la qualité du service ;

PRECISE que c'est sur la base du document remis par le délégataire que la collectivité a établi son rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable ;

PRECISE les grandes lignes de ce rapport et notamment :

- Sur le plan technique, il est à noter que le rendement hydraulique du réseau est passé de 84.48% en 2012 à 85.86% en 2013. La progression de ce taux est le fruit d'un suivi rigoureux des installations, la réparation de diverses fuites sur conduite, sur organe hydraulique et branchements.

- L'année 2013 a été l'occasion de procéder à la pose de réducteurs de pression destinés à sécuriser l'alimentation en eau potable des secteurs dits de la Falaise et de la Plaine. A cela il convient de rajouter le remplacement de 12 branchements en plomb dans leur partie implantée sous le domaine public.

- Les contrôles réalisés dans le cadre du programme défini par l'Agence Régionale de la Santé (A.R.S), pour la qualité de l'eau distribuée, n'ont révélé aucune analyse non conforme aux normes tant sur le plan bactériologique que physico-chimique.

- Sur le plan juridique et financier, l'année 2013 amorce un changement important puisque la Régie des Eaux de Grenoble (R.E.G.) se prépare à devenir, au 1er janvier 2014, la Société

Publique Locale (S.P.L) « Eau de Grenoble ». De ce fait, le contrat de Délégation de Service Public (D.S.P.) dont la Commune de Sassenage était signataire jusque là avec cet Etablissement Public Industriel et Commercial (E.P.I.C.) se transforme en 2 contrats : 1 pour des prestations liées à la distribution et 1 pour la fourniture d'eau potable et d'exploitation des installations de production et d'adduction. L'entrée en vigueur de cette évolution est effective au 1er janvier 2014.

· Enfin, le prix global de l'eau au m³, établi sur la base d'une facture type de 120m³, a augmenté de 3.41% entre 2012 et 2013 en passant de 3.05 € à 3.15€/m³T.T.C.

INDIQUE que le rapport du délégataire (Régie des Eaux de Grenoble) ainsi que le rapport annuel de la collectivité sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable sont disponibles auprès de la questure.

PROPOSE au conseil municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau pour l'exercice 2013.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau pour l'exercice 2013.

22 - DAE – POLE DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE DES VOIRIES INTERNES DU DOMAINE DE LA DENTELLIERE ET CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER COMMUNAL

Amédée MATRAIRE,

VU le code de la voirie routière et notamment son article L141-3 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2241-1 et suivants ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L.1111-1 ;

VU l'avis du service France Domaine en date du 18 Novembre 2014 ;

VU le courrier de la régie assainissement de la communauté d'agglomération Grenoble Alpes Métropole en date du 28 Août 2013 ;

VU le courrier en date du 19 Novembre 2014 par lequel la SCI L'Esplanade, en qualité de propriétaire et constructeur de l'ensemble immobilier du Domaine de la Dentellière, sollicite

la rétrocession des voies internes telles que figurant sur le plan joint à la présente délibération, pour une superficie totale de 2834 m² ;

CONSIDERANT que ces voiries dénommées Rue de la Dentellière, Rue de la Soie et Rue du Centre assurent un maillage du réseau viaire à l'échelle du quartier et présentent un intérêt général affirmé quant à la continuité des déplacements doux et motorisés sur ce secteur du centre de Sassenage ;

CONSIDERANT que le transfert de propriété s'effectuera à l'amiable sans qu'il y ait lieu d'avoir recours à l'enquête publique, l'opération envisagée n'ayant pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie ;

PROPOSE au Conseil de procéder à la cession amiable ainsi définie et de procéder au classement de ces voiries ainsi et leurs dépendances dans le domaine public routier communal comme il est décrit à l'article L141.3 du code de la voirie routière ;

PRECISE à cet effet que les ouvrages limitativement concernés par cette cession au profit de la Commune sont la chaussée, les trottoirs et aires de stationnement figurant au plan annexé ;

PRECISE que l'éclairage public des voies devra faire l'objet d'établissement de servitudes d'occupation du domaine privé, une partie du réseau et des candélabres étant implantés sur les parties communes de l'ensemble immobilier le long des rues ;

INDIQUE qu'en dehors des réseaux électriques et téléphoniques déjà intégrés au patrimoine public du fait de leurs règles d'établissement et d'exploitation, seront parallèlement transférés au profit des gestionnaires compétents, la totalité des réseaux d'eau et d'assainissement des eaux usées sis sous le futur domaine public routier ainsi que la station de relevage des eaux usées. La gestion des eaux pluviales de l'opération restera assurée au moyen des trois bassins de rétention existants qui seront maintenus dans le domaine privé de l'ensemble immobilier conformément aux termes du courrier de la régie intercommunale d'assainissement du 28 Août 2013 ;

INDIQUE que la cession sera réalisée aux frais du demandeur pour l'établissement des actes de géomètre et notariés subséquents ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ACCEPTER la cession au profit de la Commune des parcelles cadastrées AY 348p, AY 351p, AY 356p et AY 373p, représentant une superficie totale de 2834 m² et appartenant à la SCI L'Esplanade représentée par Monsieur Philippe ROTH ;

DE PROCEDER à l'incorporation dans le domaine public routier communal de la voirie du Domaine de la Dentellière telle que figurant sur le plan annexé à la présente délibération ;

D'ACCEPTER que cette rétrocession soit effectuée à l'euro symbolique et incorpore les ouvrages et toutes les conditions décrites ci-avant ;

DE MANDATER le 1^{er} adjoint au Maire, pour l'établissement et la signature des actes s'y rapportant ;

DE PROCEDER à la mise à jour du tableau de classement des voiries communales.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT CINQ voix POUR, M. Jérôme MERLE - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

*** DEUX ABSTENTION(S), M. Christian COIGNÉ - Mme Nathalie BRITES**

DECIDE,

D'ACCEPTER la cession au profit de la Commune des parcelles cadastrées AY 348p, AY 351p, AY 356p et AY 373p, représentant une superficie totale de 2834 m² et appartenant à la SCI L'Esplanade représentée par Monsieur Philippe ROTH ;

DE PROCEDER à l'incorporation dans le domaine public routier communal de la voirie du Domaine de la Dentellière telle que figurant sur le plan annexé à la présente délibération ;

D'ACCEPTER que cette rétrocession soit effectuée à l'euro symbolique et incorpore les ouvrages et toutes les conditions décrites ci-avant ;

DE MANDATER le 1^{er} adjoint au Maire, pour l'établissement et la signature des actes s'y rapportant ;

DE PROCEDER à la mise à jour du tableau de classement des voiries communales.

<p align="center">23 - DAE – POLE DEVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC COLLECTE DES ORDURES MENAGERES ET AUTRES DECHETS POUR L'ANNEE 2013</p>
--

Jérôme BOETTI,

VU les articles L. 5211-39 et L. 2224-5 du Code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2000-404 du 11 mai 2000 faisant obligation au Maire de présenter au conseil municipal, pour avis, le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de collecte,

traitement et valorisation des ordures ménagères et autres déchets, transmis chaque année par La Metro, et destiné notamment à l'information des usagers ;

VU le rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public de collecte, traitement et valorisation des ordures ménagères et autres déchets présenté par la communauté d'agglomération Grenoble-Alpes-Métropole ;

APRES AVIS de la commission communale des services publics locaux du jeudi 6 novembre 2014 ;

PRÉCISE que ce document sera mis à la disposition du public auprès de la questure;

PROPOSE au conseil municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public intercommunal de collecte, traitement et valorisation des ordures ménagères et autres déchets.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public intercommunal de collecte, traitement et valorisation des ordures ménagères et autres déchets.

**24 - DAE – POLE DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE –
PRESCRIPTION DE LA REVISION PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU), DEFINITION
DES OBJECTIFS POURSUIVIS ET DES MODALITES DE LA CONCERTATION**

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.123-1 et suivants, L.300-2 et R.123-1 et suivants ;

VU la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, dite "Grenelle I" ;

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite "Grenelle II" ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite "loi ALUR" ;

VU le schéma de cohérence territoriale (SCoT) de la région urbaine de Grenoble approuvé le 21 décembre 2012 ;

VU le programme local de l'habitat (PLH) de l'agglomération grenobloise approuvé le 3 décembre 2010 ;

VU le plan local d'urbanisme (PLU) de Sassenage approuvé par délibération en date du 12 juillet 2005, modifié successivement par délibérations en date du 24 septembre 2009, du 25 février 2010, du 15 décembre 2011, du 17 décembre 2012 et du 26 septembre 2013 ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 28 janvier 2010 relative à la prescription de la révision du PLU ;

RAPPELLE que le Plan local d'urbanisme, approuvé le 12 juillet 2005, a depuis fait l'objet de plusieurs procédures de modification destinées à apporter certains ajustements réglementaires au document d'urbanisme, dans le respect du projet d'aménagement et de développement durable initial ;

INDIQUE qu'il est nécessaire de mettre le plan local d'urbanisme en conformité et/ou en compatibilité avec les nouvelles réglementations en vigueur à ce jour et avec les dispositions des documents de planification supra-communaux ;

INDIQUE qu'une procédure de révision avait été prescrite le 28 janvier 2010 portant sur des motifs qui ne correspondent plus aux nouveaux enjeux communaux et intercommunaux et qu'il convient donc d'engager une nouvelle procédure de révision ;

RAPPELLE que la transformation de la communauté d'agglomération grenobloise en métropole au 1^{er} janvier 2015 se traduira notamment par le transfert de la compétence PLU et que, de ce fait, la présente procédure de révision du PLU sera poursuivie par la métropole dans l'attente de l'élaboration d'un PLU intercommunal ;

PRECISE que les objectifs poursuivis par la révision sont les suivants :

- Répondre aux besoins et aux projets propres à la ville de Sassenage, induisant un réexamen ou l'apport de précisions sur certaines orientations du Plan local d'urbanisme en vigueur. Cette réflexion s'organise autour de quatre thématiques :

1. Habitat et cadre de vie

- Reconsidérer les objectifs de croissance démographique au regard des projets communaux en cours de développement et des objectifs inscrits dans le Plan Local de l'Habitat.
- Reconsidérer les objectifs de pourcentage de logements locatifs sociaux pour les nouvelles opérations et renforcer les outils réglementaires afin de permettre la réalisation du nombre de logements locatifs sociaux exigé par la loi.
- Mettre en place des prescriptions paysagères et architecturales qui participeront à une valorisation harmonieuse du territoire en tenant compte des caractéristiques des nombreux éléments du patrimoine urbain et paysagers sassenageois : château de Sassenage, château de Beaurevoir, églises, ensemble de maisons de village des rues de la République et du Vercors, unité paysagère des berges du Furon...
- Développer de nouveaux espaces de convivialité, notamment des jardins collectifs.
- Retravailler le lien entre espace public et espace privé à travers une réflexion sur les typologies de clôtures.

2. Économie / commerce :

- Conforter l'attractivité économique de la commune de sassenage en favorisant l'accueil de nouvelles activités économiques et l'extension des entreprises présentes sur le territoire communal par une intensification du développement des zones d'activités économiques existantes et par une reconsidération des espaces potentiels de développement.
- Travailler à la requalification des zones d'activités économiques existantes, notamment les ZA de l'Argentière, des Moironds et de Clémencière. Plus particulièrement, ce travail de requalification pourrait se traduire par :
 - Une amélioration de la desserte viaire et sécurisation des circulations « modes actifs » pour la ZA de Clémencière,
 - Un traitement particulier de la façade urbaine et de l'intégration paysagère de la zone d'activités des Moironds localisée en entrée de ville.
- Préciser les centralités urbaines destinées à accueillir de façon préférentielle les activités commerciales (Centre-bourg, le long de l'Avenue de Romans ainsi que dans certains secteurs résidentiels) en tenant compte des linéaires commerciaux existants et en prenant en compte les besoins des populations présentes et attendues au regard des projets de développement communaux.
- Travailler au dimensionnement maximal qui pourra être autorisé pour l'implantation de nouvelles activités commerciales et l'évolution des surfaces commerciales existantes.

3. Déplacement / stationnement :

- Revisiter les grands projets structurants inscrits dans le PLU en vigueur au regard du contexte environnemental et des orientations du futur Plan de Déplacement Urbain :
 - Analyse prospective des besoins en fonction des projets d'urbanisation future
 - Intégration d'un tracé adapté de la voie urbaine des Iles au regard des conclusions de l'étude de circulation réalisée en 2014.
- Poursuivre les actions engagées en faveur du développement de la pratique des « modes doux » : renforcement des itinéraires cyclables en lien avec le travail de développement et hiérarchisation du réseau cyclable métropolitain, affirmation de nouvelles liaisons piétonnes entre les quartiers...
- Prévoir dans les nouveaux aménagements des dispositions permettant des déplacements aisés et un accès équitable à tous les publics (accessibilité des espaces publics, des équipements et établissements recevant du public, aux lieux de travail et locaux d'habitation...).
- Adapter les normes de stationnement en fonction du niveau de desserte en transports en commun et favoriser, si possible, la mutualisation des aires de stationnement au regard du contexte local.

4. Environnement :

- Poursuivre l'identification et la préservation des éléments de la Trame Verte et Bleue :
 - Poursuivre la préservation des zones humides des Engenières et des berges du Drac et de l'Isère.
 - Préciser l'intérêt, la nature et délimiter les réservoirs de biodiversité complémentaires inscrits au SCoT.

- Renforcer la traduction réglementaire des réservoirs de biodiversité, cours d'eau, corridor écologique et zones humides inscrits dans le SCoT.
 - Réaffirmer la protection des zones agricoles stratégiques (aujourd'hui classées en zone agricole dans le PLU en vigueur) du secteur des Côtes et de la Plaine agricole de Noyarey / Sassenage.
 - Prendre en compte l'évolution des connaissances en matière de risques naturels (chutes de blocs, inondation...) en intégrant notamment les résultats des nouvelles études menées sur le secteur de la Falaise.
- Prendre en compte les dispositions législatives et réglementaires nécessitant une mise en conformité du PLU avec les textes en vigueur et particulièrement les lois SRU (Solidarité et renouvellement urbain) et ALUR (Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové), et intégrer les préoccupations environnementales et nouveaux objectifs (développement des communications numériques, tourisme, loisirs ...) de la loi ENE (Engagement national pour l'Environnement).
 - Assurer la compatibilité du PLU avec les orientations du SCoT (Schéma de Cohérence Territorial) de la région Grenobloise et du PLH (Programme Local de l'Habitat).

INDIQUE que ces objectifs ont pour objet d'assurer un développement et un aménagement durables de la commune, dans le respect de la préservation du cadre de vie et de l'environnement ;

PRECISE qu'en application de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, il convient de prévoir une concertation avec la population, les associations locales et les autres personnes concernées durant toute la procédure de révision du PLU ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE RETIRER la délibération du conseil municipal en date du 28 janvier 2010 ;

DE PRESCRIRE la révision du Plan local d'urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire communal ;

D'APPROUVER les objectifs poursuivis par cette révision selon l'exposé des motifs cités précédemment ;

DE DEFINIR les modalités de la concertation des habitants, des associations locales et des autres personnes concernées, à l'élaboration du projet de PLU comme suit :

- Mise à disposition d'éléments d'étude en mairie ainsi que sur le site Internet de la Ville durant la procédure de révision,
- Mise à disposition en mairie d'un registre permettant de recueillir les observations du public,
- Au moins deux réunions publiques aux principales étapes de l'élaboration du PLU,
- Communication régulière dans le journal municipal ;

D'ASSOCIER les services de l'Etat conformément aux dispositions de l'article L.123-7 du code de l'urbanisme ;

DE DONNER autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la révision du PLU dans la limite des délégations qui lui ont été attribuées par le conseil municipal;

DE SOLLICITER de l'Etat une dotation pour compenser la charge financière de la commune correspondant aux frais matériels et d'études liés à la révision, conformément aux dispositions de l'article L.121-7 du code de l'urbanisme ;

D'INSCRIRE les crédits destinés au financement des dépenses afférentes au budget de l'exercice considéré ;

DE TRANSMETTRE la présente délibération au Préfet de l'Isère ;

DE NOTIFIER la présente délibération :

- aux Présidents du Conseil général de l'Isère et du Conseil régional,
- au Président de la Communauté d'agglomération Grenoble-Alpes Métropole
- au Président du Syndicat mixte des transports en commun,
- au Président de l'Etablissement public du SCoT de la région grenobloise,
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- au Président du Parc naturel régional du Vercors ;

DE DIRE que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE RETIRER la délibération du conseil municipal en date du 28 janvier 2010 ;

DE PRESCRIRE la révision du Plan local d'urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire communal ;

D'APPROUVER les objectifs poursuivis par cette révision selon l'exposé des motifs cités précédemment ;

DE DEFINIR les modalités de la concertation des habitants, des associations locales et des autres personnes concernées, à l'élaboration du projet de PLU comme suit :

- Mise à disposition d'éléments d'étude en mairie ainsi que sur le site Internet de la Ville durant la procédure de révision,
- Mise à disposition en mairie d'un registre permettant de recueillir les observations du public,
- Au moins deux réunions publiques aux principales étapes de l'élaboration du PLU,
- Communication régulière dans le journal municipal ;

D'ASSOCIER les services de l'Etat conformément aux dispositions de l'article L.123-7 du code de l'urbanisme ;

DE DONNER autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la révision du PLU dans la limite des délégations qui lui ont été attribuées par le conseil municipal;

DE SOLLICITER de l'Etat une dotation pour compenser la charge financière de la commune correspondant aux frais matériels et d'études liés à la révision, conformément aux dispositions de l'article L.121-7 du code de l'urbanisme ;

D'INSCRIRE les crédits destinés au financement des dépenses afférentes au budget de l'exercice considéré ;

DE TRANSMETTRE la présente délibération au Préfet de l'Isère ;

DE NOTIFIER la présente délibération :

- aux Présidents du Conseil général de l'Isère et du Conseil régional,
- au Président de la Communauté d'agglomération Grenoble-Alpes Métropole
- au Président du Syndicat mixte des transports en commun,
- au Président de l'Etablissement public du SCoT de la région grenobloise,
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- au Président du Parc naturel régional du Vercors ;

DE DIRE que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département ;

**25 - DAE - POLE DEVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE – SAISINE DE L'EPFL.D
POUR LA PROLONGATION DU PORTAGE FONCIER POUR LES PARCELLES
CADASTREES AR 83, AR 84, AR 85, AR 87 ET AR 125, DANS LE CADRE DE
L'OPERATION VET'INNOV (ZONE DE CLEMENCIERE)**

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 324-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral n°2002-11323 du 31 octobre 2002 créant l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné (E.P.F.L-D) ;

VU le règlement intérieur de l'EPFL-D approuvé par délibération le 7 mars 2003 et modifié par délibération du 6 décembre 2012,

VU la délibération du conseil municipal de Sassenage du 19 mai 2005 validant l'intention d'aménager la zone d'activités de Clémencière ;

VU la délibération du conseil municipal de Sassenage du 23 avril 2009, pour la mise en réserve foncière auprès de l'EPFL-D des parcelles cadastrées AR 87 et AR 85 ;

VU la délibération du conseil municipal de Sassenage du 7 décembre 2009 sur l'instauration d'un périmètre d'études pour la zone de Clémencière ;

VU la délibération du conseil municipal de Sassenage du 28 juin 2010, pour la mise en réserve foncière auprès de l'EPFL-D des parcelles cadastrées AR 83 et AR 84 ;

VU la délibération du conseil municipal de Sassenage du 13 septembre 2010, pour la mise en réserve foncière auprès de l'EPFL-D de la parcelle cadastrée AR125 ;

VU la délibération du conseil municipal de Sassenage du 28 mars 2013 validant le projet d'aménagement de la zone de Clémencière ;

VU la délibération du conseil municipal de Sassenage du 30 mai 2013 validant le principe de la sortie progressive du portage EPFL-D dans le cadre du projet Vet'Innov (Zone de Clémencière) ;

VU la délibération de l'EPFL-D en date du 3 décembre 2014 validant le principe de la prolongation du portage sur les parcelles cadastrées AR 83, AR 84, AR 85, AR 87 et AR 125 ;

CONSIDERANT l'acquisition progressive des différents tenements sur le secteur de Clémencière effectuée entre 2009 et 2012 par l'EPFL-D ;

CONSIDERANT l'avant projet d'aménagement et de requalification de l'ensemble de la zone d'activités de Clémencière (Vet'Innov), qui poursuit l'objectif de permettre l'accueil de nouvelles activités économiques ;

CONSIDERANT que la commune ne souhaite plus pour 2014, la sortie progressive du portage foncier de l'EPFL-D et notamment des parcelles AR 83, AR 84, AR 85, AR 87 et AR 125, car l'implantation de l'entreprise innovante, projet porté par la Caisse des dépôts et consignations), n'aura pas lieu sur le site de Vet'Innov, ce qui retarde le démarrage de l'opération ;

CONSIDERANT que dans le cadre du volet « développement économique » du portage foncier de l'EPFL-D, pour les acquisitions relevant de délibérations antérieures au 1^{er} janvier 2012, la durée maximale de portage est fixée à quatre ans à compter de l'acte d'acquisition et qu'elle est renouvelable par trois tranches de deux ans ;

CONSIDERANT que l'échéance de sortie de réserve foncière a été conventionnellement fixée à 2014 pour les parcelles AR 83, AR 84, AR 85, AR 87 et AR 125 ;

PRECISE que pour poursuivre le projet Vet'Innov, la Ville de Sassenage a la possibilité de demander à l'EPFL-D une première prolongation du portage des parcelles cadastrées AR 83, AR 84, AR 85, AR 87 et AR 125 ;

PRECISE que cette demande de prolongement de portage foncier de l'EPFL-D par la Ville de Sassenage intervient pour protéger le potentiel à venir de cette zone dans l'attente d'un positionnement plus aboutie de la future Métropole ;

INDIQUE que conformément aux articles 3.2 et 4.3 de son règlement intérieur, l'EPFL.D propose de donner une suite favorable à la demande de prolongation de portage pour une durée de deux ans supplémentaires (2014/2016) et rappelle que les frais de portage relatifs à la période complémentaire de portage s'élèvent à 2,5% par an (1% pendant les quatre premières années de réserve foncière) ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE VALIDER le principe de cette prolongation pour une durée supplémentaire de deux ans – soit 2014/2016 – de la période de réserve foncière des parcelles cadastrées AR 83, AR 84, AR 85, AR 87 et AR 125 ;

DE S'ENGAGER à respecter toutes les conditions de portage définies dans le règlement intérieur de l'EPFL.D, tant sur le plan général que pour les conditions particulières relevant du dispositif « développement économique » ;

D'AUTORISER le Maire à signer tout document relatif à cette prolongation de réserve foncière et notamment les avenants aux conventions de portage relatifs à la prolongation de réserve foncière,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE VALIDER le principe de cette prolongation pour une durée supplémentaire de deux ans – soit 2014/2016 – de la période de réserve foncière des parcelles cadastrées AR 83, AR 84, AR 85, AR 87 et AR 125 ;

DE S'ENGAGER à respecter toutes les conditions de portage définies dans le règlement intérieur de l'EPFL.D, tant sur le plan général que pour les conditions particulières relevant du dispositif « développement économique » ;

D'AUTORISER le Maire à signer tout document relatif à cette prolongation de réserve foncière et notamment les avenants aux conventions de portage relatifs à la prolongation de réserve foncière,

Madame Marie-Laure FELICI quitte à la séance à 21 :00 et donne pouvoir à M. Christian COIGNÉ.

A compter du dossier n° 26,

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - M. Clément CHASSAING - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Sandrine VITALI pouvoir à Mme Nathalie BRITES - Mme Sylvie GENIN-LOMIER pouvoir à Mme Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD pouvoir à M. Jérôme MERLE - Mme Florence PARVY pouvoir à M. Michel BARRIONUEVO - M. Pierre-Manuel CHAUVET pouvoir à Mme Véronique FERRAZZI - Mme Béatrice HEMARD pouvoir à M. Yannick BELLE - Mme Marie-Laure FELICI pouvoir à M. Christian COIGNÉ

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	26
Nombre de votants	:	33

<p align="center">26 - DAE – POLE DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – PRESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) AVEC UNE DECLARATION DE PROJET</p>
--

Christian COIGNÉ,

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.123-14, L.123-14-2, L.300-6 et R.123-23-2 ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 12 juillet 2005 approuvant le Plan local d'urbanisme (PLU) ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 26 septembre 2013 approuvant la modification n°3 du PLU ;

CONSIDERANT les dispositions du Programme local de l'habitat (PLH) et celles du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), respectivement approuvés par la communauté d'agglomération Grenoble-Alpes Métropole le 3 décembre 2010 et par l'Etablissement public du Schéma de Cohérence Territoriale de la Région Grenobloise le 21 décembre 2012, en matière de production de logements, et notamment de logements locatifs sociaux ;

CONSIDERANT la carence prononcée à l'encontre de la Commune de Sassenage par l'arrêté préfectoral n°2014-0022 en date du 31 juillet 2014 ;

INDIQUE que la Commune souhaite permettre la réalisation d'un programme de construction d'environ 260 logements dont 35 % de logements sociaux dans le secteur des Iles, tel que proposé par la société CIRMAD-Grand Sud.

PRECISE que les dispositions du PLU en vigueur ne permettent pas la réalisation de ce projet situé pour partie en zone Ueb et pour partie en zone Nsl, sur des terrains bordés à l'Ouest par la rue Pierre de Coubertin et au Sud par la rue du 8 mai 1945 ;

INDIQUE que les dispositions des articles L.123-14 et L.300-6 du code de l'urbanisme permettent aux collectivités de se prononcer sur l'intérêt général d'un programme de construction dans le cadre d'une procédure de déclaration de projet ;

INDIQUE qu'en développant l'offre de logements locatifs sociaux à hauteur de 35 % du nombre total de logements envisagés sur le site, le programme de construction susvisé revêt un caractère d'intérêt général ;

INDIQUE que le projet se traduira en outre par une extension du traitement paysager à l'Est de l'actuelle rue Pierre de Coubertin, face au Parc de l'Ovalie, et par un renforcement du maillage de ce secteur en liaisons douces (piétons, cycles) ;

PRECISE que la réalisation de ce programme de construction nécessite une mise en compatibilité des dispositions du PLU faisant obstacle à cette déclaration de projet. Il convient en effet de faire évoluer le règlement et le document graphique par :

- la création, sur le périmètre de la déclaration de projet, d'un nouveau sous-secteur de la zone Ub.
- la suppression, sur le périmètre de la déclaration de projet, d'une partie de l'emplacement réservé CR1.

PROPOSE au conseil municipal :

DE PRESCRIRE la mise en œuvre de la procédure de mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU) avec une déclaration de projet afin de permettre la réalisation d'un programme de construction.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -

* SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

DE PRESCRIRE la mise en œuvre de la procédure de mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU) avec une déclaration de projet afin de permettre la réalisation d'un programme de construction.

<p>27 - DGASP – POLE VIE DE LA CITE – MODIFICATION DES CRITERES DE MISE A DISPOSITION DU GYMNASE DES PIES POUR LES ASSOCIATIONS SASSENAGEOISES ET MISE EN PLACE D'UNE TARIFICATION ADAPTEE</p>

Séverin BATFROI,

VU l'article L. 2144-3 alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales précisant que la fixation du montant de la contribution financière due par l'administré pour l'utilisation d'un local communal relève du conseil municipal ;

CONSIDERANT la pratique des autres communes de l'agglomération grenobloise en matière de mise à disposition de leurs salles de sports à leurs associations ;

CONSIDERANT, pour la commune, le coût d'exploitation du gymnase des pies en constante augmentation ;

INDIQUE la nécessité de modifier les critères de mise à disposition du gymnase des Pies, pour les associations sassenageoises ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE MODIFIER les critères de mise à disposition du gymnase des pies pour les associations sassenageoises et d'instaurer une tarification adaptée dans le cas d'activités festives :

- les associations bénéficieront désormais de 2 jours de gratuité du gymnase par année scolaire, prestation liée à la sécurité incluse ; l'entretien des locaux et le rangement du matériel sera à la charge des associations.
- au delà, toutes devront acquitter un tarif de location de 200 € par jour d'occupation. Ce tarif comprend la location de la salle avec l'ensemble du matériel existant et la présence d'un personnel pour veiller à la sécurité de la structure. Le nettoyage de la salle sera à la charge des associations (soit réalisé par l'association elle même soit celle-ci pourra faire appel à une entreprise de nettoyage).
- Ces nouvelles procédures seront effectives dès la rentrée scolaire 2015/2016.

Les recettes correspondantes seront imputées sur le compte FIN/752/ASSOC du budget principal de la Ville de Sassenage

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE MODIFIER les critères de mise à disposition du gymnase des pies pour les associations sassenageoises et d'instaurer une tarification adaptée dans le cas d'activités festives :

- les associations bénéficieront désormais de 2 jours de gratuité du gymnase par année scolaire, prestation liée à la sécurité incluse ; l'entretien des locaux et le rangement du matériel sera à la charge des associations.
- au delà, toutes devront acquitter un tarif de location de 200 € par jour d'occupation. Ce tarif comprend la location de la salle avec l'ensemble du matériel existant et la présence d'un personnel pour veiller à la sécurité de la structure. Le nettoyage de la salle sera à la charge des associations (soit réalisé par l'association elle même soit celle-ci pourra faire appel à une entreprise de nettoyage).
- Ces nouvelles procédures seront effectives dès la rentrée scolaire 2015/2016.

Les recettes correspondantes seront imputées sur le compte FIN/752/ASSOC du budget principal de la Ville de Sassenage

28 - DGASP – POLE CULTURELS – MODIFICATION DES CRITERES DE MISE A DISPOSITION DU THEATRE EN ROND POUR LES ASSOCIATIONS SASSENAGEOISES ET MISE EN PLACE D'UNE TARIFICATION ADAPTEE
--

Séverin BATFROI,

VU l'article L. 2144-3 alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales précisant que la fixation du montant de la contribution financière due par l'administré pour l'utilisation d'un local communal relève du conseil municipal ;

CONSIDERANT la pratique des autres communes de l'agglomération grenobloise en matière de mise à disposition de leurs salles de spectacle à leurs associations ;

CONSIDERANT, pour la commune, le coût d'exploitation de la salle de spectacles en constante augmentation ;

INDIQUE la nécessité de modifier les critères de mise à disposition de la salle de spectacle, le Théâtre en Rond, pour les associations sassenageoises ;

PRECISE qu'une étude a été menée auprès des autres structures culturelles de l'agglomération grenobloise (voir en annexe tableau joint), et qu'une synthèse a été établie ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE MODIFIER les critères de mise à disposition du Théâtre en Rond pour les associations Sassenageoises et d'instaurer une tarification adaptée :

- les associations bénéficieront désormais de 2 jours de gratuité de la salle dans la saison, prestation technique et prestation liée à la sécurité incluses ; Pour les associations de plus de 100 adhérents, 4 jours de gratuité maximum seront proposées ; dans tous les cas, l'entretien des locaux sera à la charge des associations.
- au delà, toutes devront acquitter un tarif de location de 250 € par jour d'occupation. Ce tarif comprend la location de la salle avec l'ensemble du matériel existant et la présence d'un régisseur SSIAP pour veiller à la sécurité de la structure. L'emploi d'un intermittent pour la partie technique ainsi que le nettoyage de la salle sera à la charge des associations (soit réalisé par l'association elle-même, soit celle-ci pourra faire appel à une entreprise de nettoyage).
- Ces nouvelles procédures seront effectives dès cette rentrée de saison 2015/2016.

Les recettes correspondantes seront imputées sur le compte CULT/THER/752 du budget principal de la Ville de Sassenage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO -**

Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -

* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

DE MODIFIER les critères de mise à disposition du Théâtre en Rond pour les associations Sassenageoises et d'instaurer une tarification adaptée :

- les associations bénéficieront désormais de 2 jours de gratuité de la salle dans la saison, prestation technique et prestation liée à la sécurité incluses ; Pour les associations de plus de 100 adhérents, 4 jours de gratuité maximum seront proposées ; dans tous les cas, l'entretien des locaux sera à la charge des associations.
- au delà, toutes devront acquitter un tarif de location de 250 € par jour d'occupation. Ce tarif comprend la location de la salle avec l'ensemble du matériel existant et la présence d'un régisseur SSIAP pour veiller à la sécurité de la structure. L'emploi d'un intermittent pour la partie technique ainsi que le nettoyage de la salle sera à la charge des associations (soit réalisé par l'association elle-même, soit celle-ci pourra faire appel à une entreprise de nettoyage).
- Ces nouvelles procédures seront effectives dès cette rentrée de saison 2015/2016.

Les recettes correspondantes seront imputées sur le compte CULT/THER/752 du budget principal de la Ville de Sassenage.

**29 - DGASP – POLE CULTURELS – CRC – MODIFICATION DES CONDITIONS
D'ABATTEMENT TARIFAIRE POUR LES ACTIVITES DE L'ECOLE DE MUSIQUE DE
SASSENAGE**

Séverin BATFROI,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération municipale du 8 juin 2009 précisant les tarifs, les conditions de réductions et les possibilités de règlement de l'inscription aux activités du Conservatoire à Rayonnement Communal Alfred Gaillard de Sassenage ;

VU la délibération municipale du 28 juin 2010 modifiant les tranches du quotient familial ;

VU La délibération municipale du 3 juillet 2014 instaurant une nouvelle grille tarifaire pour le Conservatoire à Rayonnement Communal Alfred Gaillard, liée au quotient familial ;

VU la décision n° 100 du 2 septembre 2009 faisant bénéficier les élèves CHAM extérieurs du tarif sassenageois ;

VU la décision du Maire n° 2014-075 définissant les tarifs 2014-2015 du Conservatoire à Rayonnement Communal Alfred Gaillard de Sassenage ;

CONSIDERANT les nombreuses demandes des familles dont plusieurs membres participent activement aux activités proposées par le Conservatoire à Rayonnement Communal, sans bénéficier de tarifs dégressifs pour les adultes,

CONSIDERANT qu'il existe une différence de situation appréciable entre les usagers inscrits en Classes à Horaires Aménagés Musique (CHAM) et les autres;

CONSIDERANT que des différenciations tarifaires peuvent se justifier par une nécessité d'intérêt général en rapport avec les conditions d'exploitation du service (CE, 10 mai 1974, req. n° 88032, Denoyez et Chorques) ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPLIQUER aux « *élèves inscrits* », et non plus aux seuls « *enfants* », l'abattement de 20, 35 et 50 % sur le tarif du cours d'instrument créé par la délibération municipale du 8 juin 2009 ;

D'INSTAURER un abattement de 20 % sur les tarifs appliqués à tous les élèves inscrits en classe CHAM, dans le cadre du partenariat CHAM (Classes à Horaires Aménagés Musique) entre le collège Fleming et le Conservatoire à Rayonnement Communal de Sassenage ;

DE PRECISER que ces modifications s'appliqueront à la cotisation due à compter du 1^{er} trimestre 2015, c'est-à-dire à compter du 1^{er} janvier 2015.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPLIQUER aux « *élèves inscrits* », et non plus aux seuls « *enfants* », l'abattement de 20, 35 et 50 % sur le tarif du cours d'instrument créé par la délibération municipale du 8 juin 2009 ;

D'INSTAURER un abattement de 20 % sur les tarifs appliqués à tous les élèves inscrits en classe CHAM, dans le cadre du partenariat CHAM (Classes à Horaires Aménagés Musique) entre le collège Fleming et le Conservatoire à Rayonnement Communal de Sassenage ;

DE PRECISER que ces modifications s'appliqueront à la cotisation due à compter du 1^{er} trimestre 2015, c'est-à-dire à compter du 1^{er} janvier 2015.

30 - DGASP – POLE CITOYENNETE - RECENSEMENT DE POPULATION POUR L'ANNEE 2015
--

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2122-21 10° du Code Général des Collectivités Territoriales permettant au conseil municipal de charger le maire de procéder aux opérations de recensement ;

VU la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière statistique ;

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée sur l'informatique, les fichiers et les libertés ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, et notamment son titre V, articles 156 à 158 ;

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale ;

VU le décret en Conseil d'Etat n° 2003-485 du 5 juin 2003 modifié définissant les modalités d'application du titre V de la loi n° 2002-276 ;

VU le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population ;

VU l'arrêté ministériel du 19 juillet 2000, modifié par l'arrêté ministériel du 9 octobre 2002 et notamment son article 1^{er} ;

VU l'arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n° 2003-485 ;

CONSIDERANT que le recensement reste sous la responsabilité de l'Etat, bien que le Maire soit le responsable de l'enquête dans sa commune, le Conseil Municipal doit charger le Maire de la préparation et de la réalisation de l'enquête. La réalisation des enquêtes repose sur un partenariat entre la commune et l'INSEE. La commune prépare et réalise l'enquête. Elle reçoit, à ce titre, une dotation forfaitaire. L'INSEE contrôle la collecte des informations ;

CONSIDERANT qu'il convient de désigner un coordonnateur d'enquête chargé de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement ;

CONSIDERANT qu'il convient de désigner un correspondant du répertoire d'immeubles localisés pour l'année 2015 ;

CONSIDERANT que les agents recenseurs ont en charge la remise et la collecte des questionnaires aux habitants et qu'ils doivent tenir pour strictement confidentiel les renseignements individuels collectés ;

PRECISE que la dotation de l'INSEE pour l'année 2015 est fixée à 2438 euros ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE CHARGER le Maire de mettre en œuvre pour l'année 2015 la préparation et la réalisation du recensement de la population,

D'INSCRIRE au budget principal 2015 de la Ville en recette, le montant de la dotation forfaitaire allouée par l'INSEE, soit 2 438 euros, au chapitre 74

DE CHARGER le maire de nommer par arrêté municipal un coordonnateur d'enquête pour le recensement 2015 parmi les fonctionnaires municipaux,

DE CHARGER le maire de nommer par arrêté municipal un correspondant du répertoire d'immeubles localisés pour l'année 2015 parmi les fonctionnaires municipaux,

DE CHARGER le maire de recruter, par arrêté municipal pour les agents de droit public, ou par contrat de travail pour les personnes relevant du droit privé, les agents recenseurs nécessaires et prendre tous les actes administratifs nécessaires à ces emplois,

DE FIXER la rémunération brute des agents recenseurs comme suit pour l'année 2015 :

- Par feuille de logement rapportée : 1.30 €
- Par bulletin individuel rapporté : 1.80 €
- Le coût d'une carte téléphonique : 30 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE CHARGER le Maire de mettre en œuvre pour l'année 2015 la préparation et la réalisation du recensement de la population,

D'INSCRIRE au budget principal 2015 de la Ville en recette, le montant de la dotation forfaitaire allouée par l'INSEE, soit 2 438 euros, au chapitre 74

DE CHARGER le maire de nommer par arrêté municipal un coordonnateur d'enquête pour le recensement 2015 parmi les fonctionnaires municipaux,

DE CHARGER le maire de nommer par arrêté municipal un correspondant du répertoire d'immeubles localisés pour l'année 2015 parmi les fonctionnaires municipaux,

DE CHARGER le maire de recruter, par arrêté municipal pour les agents de droit public, ou par contrat de travail pour les personnes relevant du droit privé, les agents recenseurs nécessaires et prendre tous les actes administratifs nécessaires à ces emplois,

DE FIXER la rémunération brute des agents recenseurs comme suit pour l'année 2015 :

- Par feuille de logement rapportée : 1.30 €
- Par bulletin individuel rapporté : 1.80 €
- Le coût d'une carte téléphonique : 30 €

31 - DGASP – POLE FAMILLE ENFANCE EDUCATION - NOUVELLE TARIFICATION ET MODALITES – RESTAURATION SCOLAIRE, TRANSPORTS SCOLAIRES ET TAP
--

Christine DURAND,

VU l'article L.2121-19 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération en date du 3 juillet 2014 sur la mise en place de la réforme des rythmes scolaires ;

VU la délibération du 3 juillet 2014 créant une nouvelle tranche de quotient familial et une nouvelle tarification du taux de l'heure d'accueil ;

VU la décision du maire n° 081 relative aux tarifs de la restauration scolaire à compter du 1^{er} septembre 2014 et ce, jusqu'au 31 août 2014 ;

CONSIDERANT la réunion en date du 6 octobre 2014 sur les TAP associant les représentants des parents d'élèves et les enseignants ;

CONSIDERANT la réunion en date du 9 octobre 2014 sur les tarifs associant les représentants des parents d'élèves ;

CONSIDERANT la réunion en date du 5 novembre sur les changements de tarifs et l'organisation des Temps d'Activités Périscolaires (TAP), associant les représentants des parents d'élèves et les enseignants ;

CONSIDERANT les arguments avancés par l'ensemble des participants nécessitant un nouvel examen de l'ensemble des tarifs de la restauration scolaire, du transport scolaire et des TAP ;

PROPOSE qu'en ce qui concerne la restauration scolaire, une nouvelle tarification solidaire soit mise en place selon la grille de quotient familial, tenant compte d'une augmentation moyenne de 10 à 30 % environ selon les quotients familiaux sur la base des tarifs de l'année scolaire 2013/2014 ;

SOULIGNE que les nouveaux tarifs proposés diminuent donc de 10 à 16 % en moyenne selon les différents quotients familiaux par rapport aux précédents tarifs ;

INDIQUE que les tarifs PAI représentent 60 % du tarif d'un repas normal correspondant au temps de garde ;

PROPOSE à compter du 1^{er} janvier 2015 les tarifs ci-dessous :

Quotient Familial	Tarif repas (en euros)		Tarif PAI (en euros)	
	1 ^{er} enfant	2 ^{ième} enfant et suivant	1 ^{er} enfant	2 ^{ème} enfant et suivant
< 610	2.70	2.45	1.60	1.50
de 611 à 762	4.10	3.70	2.50	2.20
de 763 à 915	4.80	4.30	2.90	2.60
de 916 à 1 200	4.85	4.40	2.95	2.70
de 1 201 à 1 500	5.80	5.20	3.50	3.10
1501 à 2000	7.23	6.50	4.35	3.90
> 2000	8.05	7.25	4.80	4.35
Extérieur	10.30	10.30	6.20	6.20

PROPOSE que l'organisation des TAP soit revue selon les critères ci-dessous :

L'activité « j'ai le droit de ne rien faire » est renommée : « garderie au fil du temps ». C'est la seule activité où les parents pourront venir récupérer leurs enfants à partir de 15 h 45 et ce, jusqu'à 16 h 45. Les parents devront obligatoirement faire connaître ce choix pour cette activité auprès de l'agent en charge de l'organisation des TAP.

Les enfants bénéficiant des APC (Activités Pédagogiques Complémentaires) organisées par les enseignants pourront être accompagné par leur enseignant sur l'activité « garderie au fil de l'eau » à condition qu'ils soient inscrits en garderie périscolaire après le temps TAP ou qu'ils aient un frère ou une sœur inscrits au TAP sur la journée concernée.

Les enfants non inscrits au TAP ne pourront plus être pris en charge par les agents communaux.

Les activités seront classées selon trois grandes thématiques :

- ✓ sportives comprenant le judo, la danse et les activités physiques et sportives encadrées par les ETAPS,
- ✓ culturelles avec la participation des professeurs de l'école de musique, la philatélie, la médiathèque
- ✓ Ludiques comprenant les diverses activités manuelles, des jeux de sociétés, des jeux collectifs et la participation de la ludothèque

Les parents ne choisiront plus l'activité de leurs enfants à compter de janvier 2015 et ce sont les équipes d'animation qui proposeront tout au long de l'année les différents ateliers et activités en essayant de permettre à chaque enfant une découverte des différents ateliers (sauf contre indication médicale pour le sport). Seul le choix de la thématique sera laissé aux parents.

PROPOSE que les tarifs pour les TAP soient les mêmes que ceux déclinés pour la garderie périscolaire, payables au trimestre sur une, deux, trois ou quatre journée ;

INDIQUE que le tarif de la garderie périscolaire du mercredi sera également décliné comme le tarif des garderies périscolaires et correspondra donc au tarif pour une journée matin et/ou soir et sera payable trimestriellement ;

SOULIGNE la possibilité, comme pour la garderie périscolaire d'inscrire les enfants à la demande avec la même carte occasionnelle que pour la garderie, sur l'activité renommée : « garderie au fil du temps ». Cette carte pourra également servir pour la garderie du mercredi ;

INDIQUE qu'aucun remboursement ne pourra être effectué sauf pour raisons médicales ou déménagement en cours de période et que le remboursement se fera sous forme d'un avoir à valoir sur une autre activité périscolaire (garderie, TAP) en excluant la restauration scolaire ;

PRECISE que l'activité « j'apprends à apprendre » est supprimée. Cependant, les lundis et jeudis il sera proposé une étude surveillée prise en charge par les enseignants qui le souhaiteraient. L'activité « j'apprends à apprendre » ne sera maintenue qu'en cas d'impossibilité de mettre en place une étude surveillée, faute d'enseignants intéressés. Les groupes seront de 18 enfants maximum, de tout niveau élémentaire. Une somme forfaitaire de 1.50 euros par séance sera demandée aux parents qui auront choisi que leurs enfants participent à cette étude surveillée qui ne rentrera pas dans le cadre des activités des TAP, même si les horaires proposés sont identiques. Les inscriptions seront prises selon l'ordre

d'arrivée, et dans la mesure du possible, si la demande est importante il sera proposé une journée à chaque enfant intéressé, deux journées si les effectifs le permettent ;

PROPOSE une tarification solidaire, selon la nouvelle grille de quotient familial, selon le tableau ci-après pour la garderie du mercredi matin et/ou midi et pour les TAP sur 1, 2, 3 ou 4 jours.

Quotient	Tarif occasionnel	OU Mercredi matin midi	ET mercredi matin midi	T A P			
				TARIF TRIMESTRIEL			
				1 jour	2 jours	3 jours	4 jours
< à 610	7.35	5.90	11.80	5.90	11.80	17.60	23.50
611 à 762	8.40	6.70	13.40	6.70	13.40	20.20	26.90
763 à 915	9.90	7.80	15.80	7.80	15.80	23.70	31.60
916 à 1200	12.20	9.80	19.50	9.80	19.50	29.30	38.90
1201 à 1 500	15.30	12.30	24.50	12.30	24.50	36.80	49.00
1501 à 2000	18.90	15.10	30.20	15.10	30.20	45.40	60.50
> 2001	20.80	16.60	33.30	16.60	33.30	49.90	66.50
Extérieur	42.00	33.60	67.20	33.60	67.20	100.80	134.40

INDIQUE que pour le tarifs des transports scolaire, il est prévu de proposer un forfait d'un montant de 10 euros par trimestre pour un voyage aller/retour par semaine, sur un jour fixe, selon les capacités maximales des bus et un forfait d'un montant de 15 euros par trimestre pour deux voyages aller/retour par semaine, sur un ou deux jours fixes, selon les capacités maximales des bus.

PROPOSE d'abroger la délibération en date du 3 juillet 2014 concernant le calcul du tarif des TAP sur le coût d'accueil horaire.

PROPOSE au conseil municipal d'adopter les nouvelles tarifications et la nouvelle organisation des TAP proposées ci-dessus.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie Brites - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

DE VOTER l'instauration à compter du 1^{er} janvier 2015 des tarifs ci-dessous :

Quotient Familial	Tarif repas (en euros)		Tarif PAI (en euros)	
	1 ^{er} enfant	2 ^{ème} enfant et suivant	1 ^{er} enfant	2 ^{ème} enfant et suivant
< 610	2.70	2.45	1.60	1.50
de 611 à 762	4.10	3.70	2.50	2.20
de 763 à 915	4.80	4.30	2.90	2.60
de 916 à 1 200	4.85	4.40	2.95	2.70
de 1 201 à 1 500	5.80	5.20	3.50	3.10
1501 à 2000	7.23	6.50	4.35	3.90
> 2000	8.05	7.25	4.80	4.35
Extérieur	10.30	10.30	6.20	6.20

DE REVOIR l'organisation des TAP selon les critères ci-dessous :

L'activité « j'ai le droit de ne rien faire » est renommée : « garderie au fil du temps ». C'est la seule activité où les parents pourront venir récupérer leurs enfants à partir de 15 h 45 et ce, jusqu'à 16 h 45. Les parents devront obligatoirement faire connaître ce choix pour cette activité auprès de l'agent en charge de l'organisation des TAP.

Les enfants bénéficiant des APC (Activités Pédagogiques Complémentaires) organisées par les enseignants pourront être accompagné par leur enseignant sur l'activité « garderie au fil de l'eau » à condition qu'ils soient inscrits en garderie périscolaire après le temps TAP ou qu'ils aient un frère ou une sœur inscrits au TAP sur la journée concernée.

Les enfants non inscrits au TAP ne pourront plus être pris en charge par les agents communaux.

Les activités seront classées selon trois grandes thématiques :

- ✓ sportives comprenant le judo, la danse et les activités physiques et sportives encadrées par les ETAPS,
- ✓ culturelles avec la participation des professeurs de l'école de musique, la philatélie, la médiathèque
- ✓ Ludiques comprenant les diverses activités manuelles, des jeux de sociétés, des jeux collectifs et la participation de la ludothèque

Les parents ne choisiront plus l'activité de leurs enfants à compter de janvier 2015 et ce sont les équipes d'animation qui proposeront tout au long de l'année les différents ateliers et activités en essayant de permettre à chaque enfant une découverte des différents ateliers (sauf contre indication médicale pour le sport). Seul le choix de la thématique sera laissé aux parents.

DE VOTER des tarifs pour les TAP identiques à ceux déclinés pour la garderie périscolaire, payables au trimestre sur une, deux, trois ou quatre journée ;

DE DECLINER le tarif de la garderie périscolaire du mercredi comme le tarif des garderies périscolaires, correspondant donc au tarif pour une journée matin et/ou soir, et payable trimestriellement ;

D'AUTORISER la possibilité, comme pour la garderie périscolaire d'inscrire les enfants à la demande avec la même carte occasionnelle que pour la garderie, sur l'activité renommée : « garderie au fil du temps ». Cette carte pourra également servir pour la garderie du mercredi ;

D'INTERDIRE tout remboursement, sauf pour raisons médicales ou déménagement en cours de période : le remboursement se fera sous forme d'un avoir à valoir sur une autre activité périscolaire (garderie, TAP) en excluant la restauration scolaire ;

DE SUPPRIMER l'activité « j'apprends à apprendre ». Cependant, les lundis et jeudis il sera proposé une étude surveillée prise en charge par les enseignants qui le souhaiteraient. L'activité « j'apprends à apprendre » ne sera maintenue qu'en cas d'impossibilité de mettre en place une étude surveillée, faute d'enseignants intéressés. Les groupes seront de 18 enfants maximum, de tout niveau élémentaire. Une somme forfaitaire de 1.50 euros par séance sera demandée aux parents qui auront choisi que leurs enfants participent à cette étude surveillée qui ne rentrera pas dans le cadre des activités des TAP, même si les horaires proposés sont identiques. Les inscriptions seront prises selon l'ordre d'arrivée, et dans la mesure du possible, si la demande est importante il sera proposé une journée à chaque enfant intéressé, deux journées si les effectifs le permettent ;

DE VOTER une tarification solidaire, selon la nouvelle grille de quotient familial, selon le tableau ci-après pour la garderie du mercredi matin et/ou midi et pour les TAP sur 1, 2, 3 ou 4 jours.

Quotient	Tarif occasionnel	OU Mercredi matin midi	ET mercredi matin midi	T A P			
				TARIF TRIMESTRIEL			
				1 jour	2 jours	3 jours	4 jours
< à 610	7.35	5.90	11.80	5.90	11.80	17.60	23.50
611 à 762	8.40	6.70	13.40	6.70	13.40	20.20	26.90
763 à 915	9.90	7.80	15.80	7.80	15.80	23.70	31.60
916 à 1200	12.20	9.80	19.50	9.80	19.50	29.30	38.90
1201 à 1 500	15.30	12.30	24.50	12.30	24.50	36.80	49.00
1501 à 2000	18.90	15.10	30.20	15.10	30.20	45.40	60.50
> 2001	20.80	16.60	33.30	16.60	33.30	49.90	66.50
Extérieur	42.00	33.60	67.20	33.60	67.20	100.80	134.40

D'INSTAURER, pour le tarifs des transports scolaire, un forfait d'un montant de 10 euros par trimestre pour un voyage aller/retour par semaine, sur un jour fixe, selon les capacités

maximales des bus et un forfait d'un montant de 15 euros par trimestre pour deux voyages aller/retour par semaine, sur un ou deux jours fixes, selon les capacités maximales des bus.

D'ABROGER la délibération en date du 3 juillet 2014 concernant le calcul du tarif des TAP sur le coût d'accueil horaire.

DE VOTER les nouvelles tarifications et la nouvelle organisation des TAP proposées ci-dessus

**32 - DGASP - POLE FEE - PETITE ENFANCE - MULTI-ACCUEIL LES LUCIOLES -
CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION
DEPANN'FAMILLES POUR DES HEURES DE GARDE D'URGENCE D'ENFANTS DE 0 A
6 ANS**

Brigitte GALLO,

VU les articles L.2121-29 et L.2122-21 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT que dans le cadre d'une politique de soutien à la famille, la commune a passé convention avec l'association Dépann'Familles pour des heures de garde à domicile dites « d'urgence » d'enfants de 0 à 6 ans et que cette convention arrive à échéance le 31 décembre 2014 ;

PRECISE que la convention de 2014 prévoyait une aide annuelle au financement d'un maximum de 53 heures de garde pour un coût horaire de 19.50 € soit un budget annuel de 1033.50 € ;

INDIQUE qu'au 17 novembre 2014 seules 21 heures sur les 53 heures conventionnées pour la garde des enfants de moins de 6 ans ont été utilisées ;

PRECISE que la participation financière ne porte que sur les heures réalisées et que le montant horaire en 2015 est de 20€ de l'heure ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention avec l'association Dépann'Familles. pour l'octroi de 50 heures dites « d'URGENCE », pour un budget annuel total et maximum de 1000 € ;

DE PREVOIR que les crédits nécessaires, soit 1000 €, seront votés au compte BEBE 611 MULTIACC du budget principal 2015.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention avec l'association Dépann'Familles. pour l'octroi de 50 heures dites « d'URGENCE », pour un budget annuel total et maximum de 1000 € ;

DE PREVOIR que les crédits nécessaires, soit 1000 €, seront votés au compte BEBE 611 MULTIACC du budget principal 2015.

33 - DGASP - POLE FEE - CONTRAT ENFANCE-JEUNESSE

Evelyne ARNAUD,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L. 214-1 à 7 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

CONSIDERANT que le « Contrat Enfance Jeunesse » contractualisé avec la Caisse d'Allocations Familiales est arrivé à échéance le 31 décembre 2013, il convient de prévoir la reconduction de celui-ci pour la période de 2014 à 2017. Ce nouveau contrat s'intitulera « Contrat Enfance Jeunesse 2014 – 2017 ». La CAF a permis que l'année 2014 soit une année de réflexion permettant à la collectivité de réfléchir au contenu de ce nouveau CEJ ;

PRECISE que le contrat initial était par ailleurs issu des contrats Enfance de 2001 et Temps Libre de 2002 qui intéressaient le développement quantitatif et qualitatif des structures petite enfance, enfance et adolescents ;

INDIQUE, pour mémoire, que l'objectif de cette démarche visait à développer les projets des structures suivantes :

1. Centre de loisirs multisports
2. Centre de loisirs adolescents, Evasion
3. Multi-accueil « Les lucioles »
4. Relais Assistantes Maternelles
5. Ludothèque
6. Multi-sites :
Accueil de loisirs Rivoire de la Dame
Accueil de loisirs Vercors
Accueil de loisirs Les Pies
7. Garderie périscolaire Les Pies
8. Garderie périscolaire Vercors
9. Garderie périscolaire Hameau du Château
10. Garderie périscolaire Rivoire de la Dame

PRECISE que ce contrat visera à poursuivre le développement de tous ces projets pour continuer à répondre au mieux aux besoins de la population sassenageoise. Des actions nouvelles, prenant en compte les nouveaux besoins des usagers, seront également intégrées dans celui-ci. La principale action étant notamment celle des temps d'activités Périscolaires qui concernera au départ l'école Vercors ;

PRECISE que la Caisse d'Allocations Familiales s'engagera sur un financement des projets retenus pour une période de 4 ans de janvier 2014 à décembre 2017, la commune s'engageant à respecter les termes de la contractualisation ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le nouveau Contrat Enfance Jeunesse 2014 - 2017, ainsi que les avenants s'y rapportant ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le nouveau Contrat Enfance Jeunesse 2014 - 2017, ainsi que les avenants s'y rapportant ;

<p>34 - DGASP - POLE VIE DE LA CITE - CENTRE ASSOCIATIF SAINT-EXUPERY – REMBOURSEMENT PAR LE TRESOR PUBLIC</p>

Séverin BATFROI,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales mentionnant que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune ;

CONSIDERANT que Madame MOLINARO Françoise ne peut plus assister aux cours de gym douce et pilates des lundis et samedis pour raison de santé ;

PRECISE que Madame MOLINARO Françoise a effectué le versement complet de son adhésion soit 175.55 €, et qu'elle est dans l'impossibilité de poursuivre cette activité (certificat médical à l'appui) ;

INDIQUE que le chèque a déjà été encaissé ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE VOTER le remboursement par le Trésor Public de son adhésion annuelle soit 175.55 € à Madame MOLINARO Françoise compte tenu de la situation particulière.

Imputation budgétaire- compte FIN /673/STEX

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE VOTER le remboursement par le Trésor Public de son adhésion annuelle soit 175.55 € à Madame MOLINARO Françoise compte tenu de la situation particulière.

Imputation budgétaire- compte FIN /673/STEX

35 - DIRE – TOURISME – SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTICIPATION A SITRA AVEC « RHONE-ALPES TOURISME »

Michel VENDRA,

VU l'article L. 111-1 du code du tourisme qui précise que c'est la Commune qui détient la compétence tourisme au niveau local et, par extension, est chargée de la promotion touristique de son territoire ;

CONSIDERANT l'ambition de la Ville de Sassenage de développer et de professionnaliser son offre touristique en s'appuyant sur des partenariats institutionnels ;

CONSIDERANT la démarche engagée par la Ville de Sassenage en matière de promotion et de mise en réseau des acteurs du tourisme (prestataires, institutions...), et de valorisation du tissu économique local pour tisser du lien entre le tourisme et l'économie ;

CONSIDERANT le potentiel de retombées touristiques d'une promotion assurée par les outils structurants et partagés par l'ensemble des acteurs touristiques de la Région Rhône-Alpes via le comité régional du tourisme Rhône-Alpes « Rhône-Alpes Tourisme », l'équipe de l'office de tourisme a été formée à la prise en main de l'outil Sitra (système d'information touristique Rhône-Alpes) géré par le comité régional du tourisme Rhône-Alpes « Rhône-Alpes Tourisme », afin d'être partie prenante dans la promotion et l'animation du territoire (saisie d'informations).

Suite à cette formation ayant permis à l'office de tourisme de disposer de tous les droits d'accès et d'alimentation à la plateforme Sitra, il convient que la Ville de Sassenage signe avec le comité régional du tourisme Rhône-Alpes « Rhône-Alpes Tourisme », la convention de participation en tant que membre contributeur à Sitra.

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de participation en tant que membre contributeur à Sitra avec le comité régional du tourisme Rhône-Alpes « Rhône-Alpes Tourisme » pour l'année 2014 ;

D'APPROUVER le versement, au comité régional du tourisme Rhône-Alpes « Rhône-Alpes Tourisme », de la contribution correspondante de 365 euros TTC.

La convention de participation en tant que membre contributeur à Sitra est annexée à la présente délibération.

Document consultable au service questure.

La dépense sera imputée sur le compte budgétaire TOURI/6281/OT

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de participation en tant que membre contributeur à Sitra avec le comité régional du tourisme Rhône-Alpes « Rhône-Alpes Tourisme » pour l'année 2014 ;

D'APPROUVER le versement, au comité régional du tourisme Rhône-Alpes « Rhône-Alpes Tourisme », de la contribution correspondante de 365 euros TTC.

La convention de participation en tant que membre contributeur à Sitra est annexée à la présente délibération.

Document consultable au service questure.

La dépense sera imputée sur le compte budgétaire TOURI/6281/OT

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 22 décembre 2014

Le Maire

Christian COIGNE



Affichage le : 23 décembre 2014

Sassenage